



PREFECTURE DE L'AUBE

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET
DES AFFAIRES ECONOMIQUES
BUREAU DE LA PROTECTION L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° 03-4164 A

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

SOCIETE SITA DECTRA

à

BAR SUR SEINE

Centre de stockage de déchets ultimes ménagers et assimilés

Centre de transfert de déchets valorisables

Plate-forme de compostage de déchets organiques

**LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE L'AUBE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU

- l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du Code de l'Environnement ayant abrogé la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- le Code de l'Environnement, et notamment le livre V – Titre I relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et le livre V – Titre IV relatif aux déchets,
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination et à la récupération des déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages,
- l'arrêté ministériel du 09 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés,
- l'arrêté ministériel du 17 juillet 2000 pris en application de l'article 17-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié
- l'arrêté ministériel du 07 janvier 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2170 "fabrication des engrais et supports de culture à partir de matières organiques" et mettant en œuvre un procédé de transformation biologique aérobie (compostage) des matières organiques,
- l'arrêté préfectoral n° 01-1179A du 12 avril 2001 instituant la création d'une commission locale d'information et de surveillance du centre d'enfouissement technique de déchets ménagers et assimilés exploité par la société Dectra à Bar sur Seine – lieu-dit "Le Val Magnant" parcelles cadastrées A 420 à 429, 433, 434, 436, 474+22pp, 476+22pp et 478+22pp,
- l'arrêté préfectoral n° 03-2025A du 16 juin 2003 modifiant l'arrêté préfectoral n° 01-1179A du 12 avril 2001 relatif à la création d'une commission locale d'information et de surveillance du centre d'enfouissement technique de déchets ménagers et assimilés,

- l'arrêté préfectoral n° 00-4812A du 16 octobre 2000 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés par la société Dectra à Bar sur Seine – lieu-dit “Le Val Magnant” parcelles cadastrées A 420 à 429p, 436p, 438p,
- l'arrêté préfectoral n° 99-2104A du 10 juin 1999 imposant la constitution de garanties financières,
- l'arrêté préfectoral n° 92-3882A du 22 octobre 1992 autorisant la société Dectra à se substituer à la société Simat pour l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique de résidus urbains à Bar sur Seine – lieu-dit “Le Val Magnant” parcelles cadastrées A 420 à 434p, 436p, 438p,
- l'arrêté préfectoral n° 92-2031A du 02 juillet 1992 autorisant la société Simat à exploiter un centre d'enfouissement technique de résidus urbains à Bar sur Seine – lieu-dit “Le Val Magnant” parcelles cadastrées A420 à 434p, 436p, 438p,
- le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvé le 30 décembre 1999,
- la demande déposée le 01 Avril 2003 à la Préfecture de l'Aube par laquelle la société SITA DECTRA dont le siège social est situé ZI Chemin des Marais – 51 370 Saint Brice Courcelles sollicite l'autorisation d'exploiter sur les parcelles n° 21, 22 et 23 section ZM lieu-dit “Le Val Magnant” sur le territoire de la commune de Bar sur Seine un centre de stockage de déchets ultimes ménagers et assimilés, une installation de transfert de déchets valorisables et une plate-forme de déchets organiques,
- le procès-verbal de l'enquête publique ouverte dans la commune de Bar sur Seine du 12 juin au 11 juillet 2003,
- l'avis du commissaire enquêteur reçu le 1^{er} août 2003,
- la délibération du Conseil Municipal de Bar-sur-Seine en date du 22 juillet 2003,
- la délibération du Conseil Municipal de Bourguignons en date du 20 juin 2003,
- la délibération du Conseil Municipal de Buxières-sur-Arce en date du 16 juin 2003,
- la délibération du Conseil Municipal de Magnant en date du 27 juin 2003,
- la délibération du Conseil Municipal de Ville-sur-Arce en date du 18 juin 2003,
- l'avis de M. le Chef du Service Interministériel des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile en date du 16 juin 2003,
- l'avis de M. le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 6 juin 2003,
- l'avis de M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de l'Aube en date du 10 juin 2003,
- l'avis de M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 03 septembre 2003,
- l'avis de M. le Directeur régional des Affaires Culturelles Champagne-Ardenne en date du 28 juillet 2003,
- l'avis de M. le Chef de Centre de l'Institut national des Appellations d'origine en date du 11 juillet 2003,
- l'avis émis par la commission locale d'information et de surveillance lors de sa réunion du 25 juin 2003 formalisé par procès-verbal du 18 septembre 2003,
- le rapport de l'inspection en date du 29 septembre.2003,
- l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 18 novembre 2003,

CONSIDERANT

- que les activités exercées sont de nature à porter atteinte aux intérêts à protéger mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé et qu'il convient en conséquence de prévoir des mesures adaptées destinées à les prévenir ou empêcher ces effets,
- que l'autorisation peut être accordée compte tenu que les impacts du projet peuvent être limités par les dispositions prévues par le demandeur dans son dossier et par celles prescrites dans le présent arrêté.

- que ces installations sont compatibles avec les orientations du Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés de l'Aube.
- que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur et qu'il n'a formulé aucune observation sur sa teneur dans le délai de 15 jours qui lui était imparti,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube,

Arrête

TITRE I - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} - OBJET DE L'AUTORISATION

1.1. Activités autorisées

La société SITA DECTRA, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé Zone Industrielle – Chemin des Marais 51370 SAINT BRICE COURCELLES est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Bar sur Seine au lieu dit "Le Val Magnant" sur les parcelles n° A420 à 434p-436p-438p section A et n° 21, 22 et 23 section ZM un centre de traitement de déchets ménagers et assimilés comprenant :

- un centre de stockage de déchets ultimes ménagers et assimilés,
- un centre de transit de déchets ménagers et assimilés valorisables,
- une plate-forme de compostage de déchets organiques.

Ces installations sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique Installations classées	Caractéristiques de l'installation et classement	Régime	Taxe
167A	Installation d'élimination de déchets industriels provenant d'installations classées à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères - Station de transit	<i>Quai de transfert de déchets valorisables</i> Capacité maximale : 5 000 t/an	A	2
322A	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains – Station de transit	<i>Quai de transfert de déchets valorisables</i> Capacité maximale : 10 000 t/an	A	-
167B	Installations d'élimination de déchets industriels provenant d'installations classées à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères - Décharge	<i>Centre de stockage de déchets ultimes ménagers et assimilés</i> Capacité maximale de stockage : 20 000 t/an	A	5
322B2	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains - Traitement : décharge ou dépositaire	Capacité moyenne de stockage : 15 000t/an	A	-
2170-1	Fabrication des engrais et supports de culture à partir de matières organiques, lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10 t/j.	<i>Plate-forme de compostage de déchets organiques</i> Capacité maximale : 40 t/jour	A	-

2260-1	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels ; la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW.	<i>Plate-forme de compostage de déchets organiques</i> Puissance maximale installée : 598 kW - broyeur : 390 kW - cribleur : 72 kW - retourneur d'andains : 136 kW	A	-
2510-3	Affouillements du sol lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1 000 m ² ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2 000 tonnes/an	Surface d'affouillement : 25 000m ² Volume maxi annuel : 15 000m ³ Les matériaux minéraux excavés sont essentiellement de la craie	A	-
1530-2	Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues, la quantité stockée étant supérieure à 1000 m ³ , mais inférieure ou égale à 20 000 m ³ .	<i>Plate-forme de compostage de déchets organiques</i> Quantité maximale stockée : 10 000 m ³ <i>Quai de transfert de déchets valorisables</i> Quantité maximale stockée : 290 m ³	D	-
2171	Dépôts de fumiers, d'engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole, le dépôt étant supérieur à 200 m ³ .	<i>Plate-forme de compostage de déchets organiques</i> Capacité du dépôt 5000 m ³	D	-
2662-b	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésif synthétiques, le volume étant supérieur à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³)	<i>Quai de transfert de déchets valorisables</i> Volume maximal de stockage : 230 m ³	D	-
286	Stockage et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal, de carcasses de véhicules hors d'usage, lorsque la surface utilisée est supérieure à 50 m ² .	<i>Quai de transfert de déchets valorisables</i> Surface utilisée < 50 m ²	NC	-
329	Papiers usés ou souillés, la quantité emmagasinée étant supérieure à 50 tonnes	<i>Quai de transfert de déchets valorisables</i> Quantité maximale stockée < 50 tonnes	NC	-
1432	Stockage en réservoir manufacturé de liquides inflammables visés par la rubrique 1430, lorsque la capacité équivalente est inférieure à 10 m ³ . Réservoir de stockage de gazole utilisé pour le fonctionnement des machines et engins à moteur thermique (installation mobile sur cuvette de rétention)	Capacité du réservoir : 10m ³ Coefficient d'équivalence du gazole : 1/5 Capacité équivalente du stockage : 2 m ³	NC	-
1434	Installations de remplissage de réservoirs de véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation étant inférieur à 1m ³ /h	Débit du pistolet de remplissage : 3 m ³ /h Coefficient d'équivalence du gazole : 1/5 Débit maximum équivalent : 0,6 m ³ /h	NC	

A – Autorisation

D – Déclaration

NC – Non classable

1.2. Installations soumises à déclaration

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration figurant dans le tableau visé à l'article 1.1.

1.3. Installations non classées

Les installations classées “NC” dans le tableau de l'article 1.1. sont aménagées et exploitées de manière à ne pas aggraver les risques inhérents aux autres installations, ni à accroître le risque de pollution ou de nuisance.

ARTICLE 2 - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1. Conformité aux plans – Périmètre de l'autorisation

2.1.1. Conformité aux plans

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation.

2.1.2. Parcelles d'implantation des installations

Le site couvre une surface totale de 11,71 ha. Il est implanté sur les parcelles cadastrales suivantes, conformément au plan fourni dans la demande d'autorisation :

Commune	Section	Parcelle	Surface			Affectation
			ha	a	ca	
Bar sur Seine	A	420	0	6	63	Emprise du centre de stockage existant
Bar sur Seine	A	421	0	0	54	Emprise du centre de stockage existant
Bar sur Seine	A	422	0	4	88	Emprise du centre de stockage existant
Bar sur Seine	A	423	0	7	93	Emprise du centre de stockage existant
Bar sur Seine	A	424	0	1	76	Emprise du centre de stockage existant
Bar sur Seine	A	425	0	1	88	Emprise du centre de stockage existant
Bar sur Seine	A	426	0	3	32	Emprise du centre de stockage existant
Bar sur Seine	A	427	0	4	17	Emprise du centre de stockage existant
Bar sur Seine	A	428	0	13	38	Emprise du centre de stockage existant
Bar sur Seine	A	429	1	2	27	Emprise du centre de stockage existant
Bar sur Seine	A	476 + 22pp (ex430)	0	13	0	Emprise du centre de stockage existant
Bar sur Seine	A	478 + 22pp (ex431)	0	13	26	Emprise du centre de stockage existant
Bar sur Seine	A	474 + 22pp (ex432)	0	13	27	Emprise du centre de stockage existant
Bar sur Seine	A	433	0	26	98	Emprise du centre de stockage existant
Bar sur Seine	A	434	0	17	10	Emprise du centre de stockage existant
Commune	Section	Parcelle	Surface			Affectation
			ha	a	ca	
Bar sur Seine	A	436	0	11	62	Emprise du centre de stockage existant
Bar sur Seine	A	438	0	19	0	Emprise du centre de stockage existant
			2	60	99	Surface totale de l'emprise du centre de stockage existant

Commune	Section	Parcelle	Surface			Affectation
			ha	a	ca	
Bar sur Seine	ZM	21	7	68	16	Nouvelles installations
Bar sur Seine	ZM	22	0	32	42	Accès partiel à l'ancien site et aux nouvelles installations
Bar sur Seine	ZM	23	1	10	15	Nouvelles installations
			9	10	73	Surface totale de l'emprise des nouvelles installations

Avant le démarrage de tous travaux d'aménagement, le nouveau centre doit faire l'objet d'un bornage qui sera réalisé par un géomètre expert. Le bornage est matérialisé et maintenu visible en permanence. Il est reporté sur tous les plans prévus par le présent arrêté.

2.2. Isolement du site

La zone d'exploitation est à la date du présent arrêté autorisée à plus de 200 mètres de toute habitation, d'établissements recevant du public et de zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposable aux tiers.

L'exploitant doit informer le préfet et l'inspection des installations classées de toute cession de terrain et de tout projet de construction ou d'aménagement parvenu à sa connaissance lorsqu'ils sont à l'intérieur du périmètre d'isolement de 200 mètres engendré par ses installations.

2.3. Intégration dans le paysage

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leur périphéries font l'objet d'un soin particulier.

Des mesures de renforcement du masque végétal par rapport à la vue depuis la route départementale 443 reliant Magnant à Bar sur Seine sont mises en place.

2.4. Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

2.5. Contrôles inopinés

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2.6. Hygiène et sécurité

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

2.7. Accident - incident

En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant doit prendre toutes les mesures qu'il juge utiles afin d'en limiter les effets.

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement sera déclaré dans les plus brefs délais à l'Inspection des Installations Classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité ou de sauvetage, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que

l'Inspecteur des Installations Classées n'en a pas donné l'autorisation, et, s'il y a lieu, après accord de l'autorité judiciaire.

L'exploitant fournira à l'Inspection des Installations Classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.

TITRE II : CONDITIONS D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3 - CONTROLE DU SITE ET DE SON ACCES

3.1. Clôture – Gardiennage

Afin d'en interdire l'accès, le centre de traitement des déchets est clôturée sur tout son périmètre par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de deux mètres.

Un accès principal tel que décrit à l'article 4.2. est aménagé pour les conditions de fonctionnement normal du site. Tout autre accès est réservé à un usage secondaire et exceptionnel. Les accès sont clos par des portails suffisamment résistants de hauteur minimale de deux mètres.

La clôture et les portails doivent être régulièrement entretenus.

L'accès principal est surveillé et gardé pendant les heures d'exploitation. Le portail est fermé à clef en dehors de ces heures.

Les équipements suivants du site sont également clôturés :

- le bassin de stockage des eaux de ruissellement et des eaux de procédé de la plate-forme de compostage,
- le bassin de stockage des eaux de ruissellement du centre de stockage,
- le bassin de stockage des lixiviats du centre de stockage,
- l'unité de traitement de biogaz,
- le bassin de réserve d'eau d'incendie, commun aux trois activités du site.

3.2. Horaires d'ouverture

Les horaires d'accès au site sont inclus dans la plage horaire 6h30-17h00 du lundi au vendredi.

Les issues sont fermées en dehors des heures d'exploitation.

3.3. Accès au site

L'accès principal décrit à l'article 4.2. est aménagé pour l'entrée et la sortie des véhicules au centre.

L'exploitant précise par consigne les conditions d'accès au centre. Seules les personnes expressément autorisées par l'exploitant y ont accès, dans les conditions précisées par cette consigne.

Les vitesses de circulation des différents véhicules sur la voie d'accès et à l'intérieur de l'établissement sont fixées par l'exploitant afin de garantir la sécurité et respectent a minima le code de la route.

A proximité immédiate de l'entrée principale est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont inscrits :

- la désignation de l'installation,
- les mots : "Centre de traitement de déchets ménagers et assimilés : Installation de stockage de déchets ultimes ménagers et assimilés, quai de transfert de déchets valorisables et plate-forme de compostage de déchets organiques - installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre du code de l'environnement
- les numéros et dates de l'arrêté préfectoral d'autorisation,
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant,
- les jours et heures d'ouverture,
- les mots : "Accès interdit sans autorisation" et "Informations disponibles à" suivi de l'adresse de l'exploitant ou de son représentant et de la mairie de Bar sur Seine,
- le numéro de téléphone des pompiers, de la gendarmerie ou de la police ainsi que de la Préfecture de l'Aube.

Le panneau doit être en matériaux résistants, les inscriptions doivent être indélébiles et nettement visibles.

3.4. Propreté du site et de ses abords

Le site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement sont maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

Les activités de tri de déchets, de chiffonnage et de récupération réalisées par des personnes extérieures au site sont interdites.

Les voies de circulation et aires de stationnement du centre sont soigneusement nettoyées et entretenues.

Tous les véhicules ayant circulé sur le site doivent, avant de sortir, avoir leurs roues propres. A cet effet, un système de nettoyage des roues des véhicules devra être mis en place en cas de nécessité.

ARTICLE 4 - EQUIPEMENTS DU CENTRE

4.1. Voies de circulation internes – Parkings – Aires d'évolution

Des voies de circulation internes sont aménagées entre l'entrée du site et chacune des installations suivantes :

- le quai de transfert de déchets valorisables,
- le centre de stockage de déchets ultimes ménagers et assimilés,
- la plate-forme de compostage de déchets organiques.

Elles sont dimensionnées et constituées en tenant compte du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler et sont à cet effet, soit revêtues d'un enrobé soit constituées d'une couche de roulement par apport de matériaux compactés.

Elles sont nettement délimitées, entretenues en bon état, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptible de gêner la circulation. Les éléments légers qui se seraient dispersés dans l'enceinte de l'établissement sont ramassés.

Les bâtiments et dépôts sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Des parkings sont réservés pour les véhicules particuliers (personnel et visiteurs) à l'entrée du site.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes.....).

Les différentes zones de déchargement sont indiquées par des panneaux signalétiques.

En particulier toutes dispositions sont prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

Les transferts de produits dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles s'effectueront suivant des parcours bien déterminés et feront l'objet de consignes particulières.

4.2. Poste d'accueil et de contrôle

Un poste d'accueil et de contrôle est installé à l'entrée du site. Il est destiné à contrôler les accès au centre de traitement du personnel et des véhicules.

Il est équipé de moyens de télécommunication efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l'incendie.

Le centre dispose d'un pont-bascule situé en face du poste de contrôle, de portée au moins égale à 50 tonnes, muni d'une imprimante, dûment entretenu et vérifié suivant la réglementation relative à la métrologie légale en vigueur.

ARTICLE 5 – PREVENTION DES RONGEURS, INSECTES ET OISEAUX

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des rats, des insectes et des oiseaux dans le respect des textes relatifs à la protection des espèces.

Les factures de produits raticides ou de contrats passés avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de deux ans.

ARTICLE 6 - INTEGRATION PAYSAGERE

L'exploitant veille à l'intégration paysagère de l'installation, dès le début de son exploitation, pendant toute sa durée ainsi que durant la période post-exploitation.

Un document faisant valoir les aménagements réalisés dans l'année est intégré dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 53.1.

TITRE III : AMENAGEMENT DU CENTRE DE STOCKAGE DE DECHETS ULTIMES MENAGERS ET ASSIMILES

ARTICLE 7 – MODE D'EXPLOITATION

Conformément au plan d'exploitation, le casier 3 divisé en 2 alvéoles 3a et 3b est exploité jusqu'en octobre 2004. La zone à exploiter à compter de octobre 2004 est divisée en 6 casiers d'une superficie de 3 000 m², eux-mêmes subdivisés en au moins 2 alvéoles de surface individuelle de moins de 1 500 m², délimitée par des digues intermédiaires. La capacité et la géométrie des casiers doivent contribuer à limiter les risques de nuisances et de pollution des eaux souterraines et de surface.

La hauteur des déchets dans un casier doit être déterminée de façon à ne pas dépasser la limite de stabilité des digues et à ne pas altérer l'efficacité du système drainant défini à l'article 9 ci-après.

Le fond de fouille le plus bas se situe à une côte de 216,25 mètres, soit une profondeur maximale d'excavation de 16 mètres.

Le fond de forme est penté en direction d'un point bas par casier avec des pentes minimales de 1% permettant ainsi l'écoulement gravitaire des lixiviats.

Les digues périphériques présentent des pentes internes de 1 horizontale pour 1 verticale et des pentes externes maximales de 3 horizontales pour 2 verticales. Le replat en sommet est de 3m mètres et leur hauteur maximale est de 13 mètres. Elles sont constituées de matériaux du site recouverts de 1 mètre d'argile de perméabilité 1.10^{-9} m/s.

Le talus présente une pente de 3/2 pour le 1^{er} redan puis 1/1 avec des redans tous les 5 mètres.

ARTICLE 8 – BARRIERE DE SECURITE PASSIVE

La barrière de sécurité passive du fond des alvéoles de l'extension est constituée d'une part du terrain naturel en l'état, et plus précisément de la formation géologique des calcaires du portlandien inférieur ; et d'autre part de matériau d'apport mis en place sur ces calcaires.

Sur le dernier mètre les matériaux apportés présentent une perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s et en soubassement une perméabilité inférieure à 6.10^{-8} m/s sur 50 cm. Ces perméabilités peuvent être obtenus par ajout de bentonite à des matériaux.

La barrière de sécurité passive des flancs des alvéoles est reconstituée avec la même configuration que celle du fond des alvéoles sur une hauteur de un mètre. Au delà, la limite latérale est constituée par un niveau d'argile de perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s sur une épaisseur de un mètre dans la direction normale par rapport au plan de la géomembrane.

Le site exploité jusqu'en octobre 2000 dispose d'une étanchéification en fond de casier et sur les flancs composé de :

- une couche d'argile de 0,50 m d'épaisseur et de perméabilité inférieure à 1.10^{-8} m/s sur le fond et les flancs périmétriques.
- une géomembrane en PEHD de 2 mm sur le fond et les flancs périmétriques.

L'extension de capacité par rehausse du massif de déchets en place, exploitée jusqu'en octobre 2004 comporte la mise en place d'une barrière de sécurité active sur les flancs internes des digues périmétriques à savoir, de l'intérieur vers l'extérieur :

- un placage d'argile de 1m d'épaisseur présentant un coefficient de perméabilité inférieur à 1.10^{-9} m/s
- une géomembrane en PEHD de 2 mm d'épaisseur
- un géotextile anti-poinçonnant en protection

ARTICLE 9 – BARRIERE DE SECURITE ACTIVE

Sur le fond et les flancs de chaque casier, une barrière de sécurité active assure son indépendance hydraulique, le drainage et la collecte des lixiviats et évite ainsi la sollicitation de la barrière de sécurité passive.

Cette barrière de sécurité active est constituée, du bas vers le haut par :

- une géomembrane PEHD étanche de 2 mm d'épaisseur,
- un géotextile,
- une couche drainante de 50 cm d'épaisseur et de perméabilité supérieure à 10^{-4} m/s dans laquelle est inclus un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal,
- un géosynthétique anti-colmatage.

La géomembrane doit être étanche, compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard de la géotechnique du projet.

La mise en place de la géomembrane doit conduire à limiter autant que possible toute sollicitation mécanique en traction et en compression dans le plan de pose, notamment après stockage des déchets.

ARTICLE 10 – COLLECTE DES EAUX DE RUISSELLEMENT EXTERIEURES AU SITE

Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un fossé extérieur de collecte, dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un évènement pluvieux de fréquence décennale, ceinture l'installation de stockage sur tout son périmètre.

Ce fossé rejoint le collecteur menant à la zone d'infiltration des eaux pluviales.

ARTICLE 11 – COLLECTE DES EAUX DE RUISSELLEMENT INTERIEURES AU SITE

Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets, sont recueillies avant rejet dans le milieu naturel, par un fossé, dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un évènement pluvieux de fréquence décennale, ceinturant la zone de stockage.

Ce fossé dirige ces eaux vers un bassin de stockage de 300 m³ étanché par une géomembrane, dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un évènement pluvieux de fréquence décennale, permettant une décantation et un contrôle de leur qualité avant leur rejet dans le milieu naturel.

ARTICLE 12 – COLLECTE DES LIXIVIATS

La collecte des lixiviats est réalisée par pompage au niveau des puits mixtes implantés dans chacun des casiers de l'installation de stockage.

L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu pour limiter la charge hydraulique à 30 cm en fond de site et permettre l'entretien et l'inspection des drains.

Les lixiviats, pompés à l'aide de puits dans chacun des casiers d'exploitation sont dirigés vers un bassin de stockage de 300 m³. L'étanchéité du bassin est réalisée par une épaisseur de 0,50 m d'argile de perméabilité inférieure à 1.10⁻⁸ m/s régaliée sur le fond et sur les flancs du bassin et par une géomembrane en PEHD.

ARTICLE 13 – COLLECTE DU BIOGAZ

Au plus tard un an après leur comblement, les casiers sont équipés d'un réseau de drainage des émanations gazeuses, raccordé à une installation de brûlage située sur le site. Ce réseau est conçu et dimensionné pour capter de façon optimale le biogaz.

ARTICLE 14 – RECEPTION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT

Avant le début des opérations de stockage, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement par un dossier technique réalisé par un organisme tiers établissant la conformité aux conditions fixées par le présent arrêté.

Préalablement à tout dépôt de déchets dans les casiers du centre de stockage exploité à compter de octobre 2004, l'exploitant devra recueillir l'accord des l'inspection des Installations Classées à qui seront notamment fournis les résultats des contrôles effectués lors de la réalisation des ouvrages.

Un relevé topographique du site conforme à l'article 3 du décret n° 95-1027 du 18 septembre 1995 relatif à la taxe sur le traitement et le stockage des déchets doit être réalisé préalablement à la mise en exploitation du centre de stockage exploité à compter de octobre 2004. Une copie de ce relevé est adressé à l'inspection des installations classées.

TITRE IV : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AU CENTRE DE STOCKAGE DE DECHETS ULTIMES MENAGERS ET ASSIMILES
--

ARTICLE 15 - DECHETS ADMIS SUR LE CENTRE DE STOCKAGE

15.1. Limites de l'autorisation

15.1.1. Quantité de déchets admis – Durée de vie du site

La capacité maximale des déchets pouvant être admis sur l'installation à compter de la date de notification du présent arrêté est :

- en volume : 260 000 m³ au total soit 22 000 m³/an
- en masse : 236 000 t au total soit 20 000 t/an

La durée de l'exploitation est de 15 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

La superficie du nouveau centre de stockage est de 25 000 m².

Les parties exploitées jusqu'au 16/10/2004 le sont par exhaussement du site existant.

La hauteur maximum sur laquelle la zone à exploiter peut être comblée sera conforme au dossier de demande d'autorisation, soit la cote NGF = 228 m pour la zone exploitée jusqu'au 16/10/2004 et la cote NGF = 240 m. pour la zone exploitée à compter du 16/10/2004.

15.1.2. Origine géographique des déchets

L'installation recevra exclusivement des déchets en provenance du département de l'Aube.

15.2. Nature des déchets admis et interdits

15.2.1. Nature des déchets admis

Les déchets admissibles dans le centre de stockage visé par le présent arrêté sont des déchets ménagers et assimilés.

Par référence à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 09/09/1997 modifié visé ci-dessus les déchets admissibles sont :

1. Les déchets de catégorie D comprenant :

- les ordures ménagères,
- les objets encombrants d'origine domestique avec composants fermentescibles,
- les déchets de voirie,
- les déchets industriels et commerciaux assimilables aux déchets ménagers,
- les boues provenant de la préparation d'eau potable ou d'eau à usage industriel, lorsqu'ils ne présentent pas un caractère spécial, dont la siccité est \geq à 30 %,
- les boues de stations d'épuration urbaines dont la siccité est \geq à 30 %,
- les matières de vidange,
- les boues et matière de curage et de dragage des cours d'eau et des bassins fortement évolutives, lorsqu'elles ne présentent pas un caractère spécial,
- les boues fermentescibles et fortement évolutives de dégrillage,

2. Les déchets de catégorie E comprenant :

➤ *Sous catégorie E1 :*

- les déchets de plastiques, de métaux et ferrailles, ou de verre,
- les refus de tri non fermentescibles et peu évolutifs,
- les déchets industriels et commerciaux assimilables aux ordures ménagères, non fermentescibles et peu évolutifs,
- les objets encombrants d'origine domestique sans composants fermentescibles et évolutive,
- les résidus de broyage de biens d'équipement dont la teneur en PCB < 50 mg/kg,

➤ *Sous catégorie E2 :*

- les mâchefers issus de l'incinération des déchets, sauf dispositions réglementaires spécifiques contraires ;
- les cendres et suies issues de la combustion du charbon ;
- les sables de fonderies dont la teneur en phénols totaux de leur fraction lixiviable est < 50 mg/kg de sable rapporté à la matière sèche;

➤ *Sous catégorie E3 comprenant :*

- les boues, poussières, sels et déchets non fermentescibles et peu évolutifs, issus de l'industrie qui ne sont pas des déchets spéciaux,
- les déchets minéraux à faible potentiel polluant qui ne sont pas des déchets industriels spéciaux,

- les déchets minéraux provenant de la préparation d'eau potable ou d'eau à usage industriel, lorsqu'ils ne présentent pas un caractère spécial dont la siccité est à $\geq 30\%$ (à l'exception des boues d'hydroxydes métalliques).

15.2.2. Nature des déchets interdits

Par référence à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 09/09/1997 modifié visé ci-dessus les déchets suivants ne peuvent pas être admis :

- déchets dangereux définis par le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets pris en application de l'article L. 541-24 du code de l'environnement,
- déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux,
- les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement, et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple déchets de laboratoire, etc.),
- déchets radioactifs, c'est à dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection,
- déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB,
- déchets d'emballages visés par le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994,
- déchets qui, dans les conditions de mise en décharge sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables, conformément aux définitions du décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets pris en application de l'article L. 541-24 du code de l'environnement,
- déchets dangereux des ménages collectés séparément,
- déchets liquides (tout déchet sous forme liquide, notamment les eaux usées, mais à l'exclusion des boues) ou dont la siccité est inférieure à 30%,
- les pneumatiques usagés.

15.3. **Caractère ultime des déchets**

Les déchets reçus sur le centre de stockage de déchets ménagers et assimilés doivent être des déchets ultimes, soit des déchets qui résultent ou non du traitement des déchets et qui ne sont plus susceptibles d'être traités dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de leur caractère polluant ou dangereux.

15.4. **Procédures et contrôles d'admission des déchets**

Les déchets admissibles font l'objet au minimum :

- d'une procédure d'information ou d'acceptation préalable,
- d'un contrôle à l'entrée du site (contrôle visuel et détection de radioactivité),
- d'un enregistrement dans le registre des admissions et/ou des refus,
- de la délivrance d'un accusé de réception écrit,
- d'un stockage dans un casier déterminé permettant sa localisation ultérieure.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission des déchets.

15.4.1. Information préalable à l'admission des déchets

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une

information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins 2 ans par l'exploitant.

L'exploitant, s'il l'estime nécessaire, sollicite des informations complémentaires.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, dans ce recueil les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.

15.4.2. Certificat d'acceptation préalable pour certains déchets

Pour tous les déchets pour lesquels l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe au moins un critère d'admission, cette information préalable prend la forme d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est délivré par l'exploitant au vu des informations communiquées par le producteur ou le détenteur et d'analyses pertinentes réalisées par ces derniers, lui-même ou tout laboratoire compétent.

Le certificat d'acceptation préalable est soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des Installations Classées que l'information préalable à l'admission des déchets.

15.4.3. Contrôles d'admission

Toute livraison de déchet fait l'objet :

- d'une vérification de l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable,
- d'un contrôle visuel et d'un contrôle de non radioactivité du chargement. Pour certains déchets, le contrôle visuel peut être pratiqué sur la zone d'exploitation préalablement à leur mise en place,
- de la délivrance d'un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.

En cas de non conformité avec les données figurant sur l'information préalable ou le certificat d'acceptation préalable, et avec les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé.

En cas d'anomalie constatée sur les livraisons, une fiche de non-conformité est ouverte sans délai. La non-conformité doit être levée par la mise en place d'actions correctives par le producteur des déchets ou le refus d'admission.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un registre des admissions et un registre des refus.

15.4.4. Contrôles visuels – Contrôle de non radioactivité

A l'entrée du site est installé un poste de contrôle et de prélèvement. Un portique fixe de contrôle de la non-radioactivité des chargements est implanté au niveau du pont-bascule. Tout véhicule d'apport de déchets passe obligatoirement entre le portique lors de la procédure de contrôle d'entrée et la mesure est effectuée automatiquement.

L'exploitant dispose également en permanence d'un matériel portable de détection de la radioactivité des chargements.

Le réglage du seuil d'alarme de matériel fixe est porté à la connaissance de l'inspection des Installations Classées avec tous les éléments d'appréciation et consigné sur un registre.

Toute alarme induite par le matériel fixe fait l'objet du déclenchement d'une alarme au poste de contrôle et d'une consignation écrite de la valeur enregistrée, de la date, de l'heure d'arrivée, de l'immatriculation du véhicule, des coordonnées du chauffeur et du producteur des déchets.

Le véhicule doit obligatoirement être immobilisé sur site, sur l'aire mentionnée ci-après et son contenu bâché afin de le protéger de la pluie et du vent susceptibles de propager une contamination éventuelle.

Une aire d'isolement de tout véhicule ayant déclenché l'alarme du matériel fixe est prédéfinie. Elle est explicitement matérialisée au sol et suffisamment étendue pour qu'un périmètre de sécurité soit établi autour du véhicule avec une limite supérieure de dose de 1 $\mu\text{Sv/h}$ mesurée avec le matériel portable.

Une procédure indiquant la conduite à tenir, les actions à mener, les mesures conservatoires à prendre et les interlocuteurs à avertir en cas de détection de radioactivité est établie et mise en œuvre.

15.4.5. Registre d'admission et de refus d'admission

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des Installations Classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis en précisant les raisons du refus.

- les quantités et les caractéristiques des déchets,
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la (ou des) collectivité(s) de collecte,
- la date et l'heure de réception,
- l'identité du transporteur et le n° d'immatriculation du véhicule,
- le résultat des éventuels contrôles d'admission.

L'exploitant informe régulièrement l'inspecteur des installations classées des cas de refus de déchets.

ARTICLE 16 – REGLES GENERALES D'EXPLOITATION

Une alvéole pourra recevoir des déchets D et E en mélange, à l'exception des déchets E4 (avec amiante liée) qui sont interdits.

L'exploitant prévoit l'ouverture d'une alvéole avant le remblaiement de l'alvéole en cours d'exploitation mais en aucun cas il n'exploitera plus d'une alvéole à la fois.

La mise en exploitation du casier ou de l'alvéole n+1 est conditionnée par le réaménagement du casier de l'alvéole n-1 qui est un réaménagement final tel que décrit à l'article 18 si le casier ou l'alvéole atteint la côte maximale autorisée.

La couverture intermédiaire, composée de matériaux inertes, a pour rôle de limiter les infiltrations dans la masse des déchets.

Les déchets sont disposés de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées et en particulier à éviter les glissements. Les déchets sont déposés en couches successives avec une pente permettant de diriger les eaux de percolation préférentiellement vers le puits prévu à cet effet.

Un compactage quotidien est effectué et les déchets sont recouverts, selon les nécessités, par une couche de matériaux inertes pour limiter les nuisances.

La quantité minimale de recouvrement toujours disponible doit être au moins égale à celle utilisée pour 15 jours d'exploitation, soit 1 000 m³.

Le mode de stockage doit permettre de limiter les envols de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. L'exploitant met en place autour de la zone d'exploitation au dessus du terrain naturel des filets déplaçables anti-envols à mailles larges permettant de limiter les envols et de capter les éléments légers néanmoins envolés. L'exploitant assure le ramassage systématique des déchets dispersés par le vent.

ARTICLE 17 - PLAN D'EXPLOITATION

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage ; il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Il fait apparaître sur le plan lui-même ou dans une annexe:

- l'emprise générale du site et de ses aménagements,
- la zone à exploiter,
- les niveaux topographiques des terrains,
- les voies de circulation et les rampes d'accès aux zones d'exploitation,
- les zones d'exploitation,
- l'emplacement des casiers et des alvéoles de la décharge,
- les déchets entreposés alvéole par alvéole (provenance, nature, tonnage),
- le schéma de collecte des eaux, les bassins et des installations de traitement correspondantes,
- le schéma de collecte du biogaz et des installations de traitement correspondantes,
- les zones réaménagées,
- un état des garanties financières éventuellement en vigueur,
- un état prévisionnel du montant de ces garanties pour les 3 années suivant l'échéance de celles en vigueur.

Un relevé topographique, accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes, doit être réalisé tous les ans.

ARTICLE 18 – REAMENAGEMENT DU SITE APRES EXPLOITATION

18.1. Côte maximale – Profil de réaménagement définitif

La côte altimétrique maximale du site, après réaménagement définitif est limitée à la côte 240 m, nivellement local au point le plus haut de la zone de stockage.

18.2. Couverture finale

Dès la fin de comblement d'une alvéole de déchets, c'est-à-dire lorsque le niveau supérieur final des déchets est atteint, une couverture provisoire est mise en place dans l'attente de la mise en place du réseau de drainage du biogaz prescrit à l'article 13.

Dès la mise en place de ce réseau une couverture est mise en place. Cette couverture est réalisée selon un profil topographique permettant de prévenir autant que faire se peut les risques d'éboulement, de ravinement et d'érosion et de manière à diriger les eaux de ruissellement superficielles vers l'extérieur de la zone à exploiter et les dispositifs de collectes appropriés.

La couverture présente une pente d'au moins 3 % permettant de diriger toutes les eaux de ruissellement vers des dispositifs de collecte. Cette pente ne doit cependant pas créer de risques d'érosion de la couverture en place.

18.3. Structure de la couverture finale

La couverture finale doit avoir la structure multi-couche décrite ci-après (du bas vers le haut) :

- une couche de matériaux inertes servant de couche de forme et permettant la drainage du biogaz, d'une épaisseur de 0,20 m minimum,
- une couche de matériaux argileux sur un mètre d'épaisseur et de perméabilité inférieure à 1.10^{-8} m/s ou un géosynthétique tel que géocomposite bentonitique assurant la même efficacité,
- une couche drainante de 0,30 m d'épaisseur minimum et de perméabilité supérieure à 1.10^{-4} m/s, intégrant éventuellement des drains de type agricole. La couche drainante permet un écoulement gravitaire des eaux bloquées par la couche étanche. Elle rejoint le réseau de fossés dirigé vers le bassin de réception des eaux de ruissellement,
- une couche de terre végétale d'une épaisseur minimale de 0,30 m recevant les semis et plantations prévus dans l'habillement paysager.

Les épaisseurs prescrites pour les différentes couches sont considérées perpendiculairement au sens de la pente de la couverture ou de sa tangente.

La couverture végétale est régulièrement entretenue.

18.4. Contrôles

Des contrôles de la qualité et de la bonne réalisation de la couverture finale doivent être réalisés par un organisme indépendant et les résultats communiqués à l'inspection des Installations Classées. Ces contrôles comprennent :

- un contrôle de la perméabilité des matériaux mis en œuvre,
- un contrôle de l'épaisseur des matériaux mis en œuvre.

18.5. Autres travaux de réaménagement et de maintien en état du site

A la fin de la période d'exploitation, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.

18.6. Plan de réaménagement

Toute zone couverte fait l'objet d'un plan général de couverture, à l'échelle 1/2 500, accompagné de plans de détails au 1/500 qui présentent :

- le bornage du site
- l'ensemble des aménagements du site (clôture, végétation, fossés de collecte, limite de couverture, bassin de collecte et de stockage, système de captage du biogaz, torchères, bâtiments...),

- la position exacte des dispositifs de contrôle résiduels (piézomètres, puits de collecte des lixiviats, buses diverses...),
- la projection horizontale des réseaux de drainage (drains, tranchée,...), ceci sur des plans différents si plusieurs réseaux superposés existent,
- les courbes topographiques d'équidistance 1 mètre,
- les aménagements réalisés, dans leur nature et leur étendue.

Le plan d'exploitation est régulièrement et au moins une fois par an tenu à jour pour tenir compte de la réalisation de ces aménagements, jusqu'à aboutir au plan de couverture complet du centre de stockage.

TITRE V – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AU QUAÏ DE TRANSFERT DE DECHETS VALORISABLES

ARTICLE 19 – DECHETS ADMIS SUR LE QUAÏ DE TRANSFERT

19.1. Limites de l'autorisation

19.1.1. Quantité des déchets

Le tonnage total annuel maximum sera de 15 000 tonnes de déchets ménagers et assimilés valorisables.

19.1.2. Nature des déchets admis

Les déchets autorisés à être réceptionnés sont les suivants :

Désignation des déchets	Code nomenclature
Verre	20 01 02
Papiers, cartons	20 01 01
Petits déchets en matière plastique	20 01 39
Bois	20 01 38
Métaux	20 01 40

ainsi que les déchets industriels banals valorisables.

Les déchets interdits sont les suivants:

- les déchets industriels spéciaux,
- les véhicules hors d'usage,
- les déchets fermentescibles,
- les déchets verts,
- les déchets présentant un caractère explosif, inflammable, radioactif, non pelletable, pulvérulent non conditionné, contaminé,
- les déchets non refroidi,
- les déchets liquides.

19.1.3. Origine géographique des déchets

Le site est autorisé à accueillir des déchets valorisables provenant des collectes sélectives d'origine ménagère et industrielle provenant du département de l'Aube, répartis de la façon suivante :

- collectes sélectives d'origine ménagère : 10 000 t/an
- collectes sélectives d'origine industrielle : 5 000 t/an

19.2. Conditions d'acceptation des déchets

Les déchets admissibles font l'objet au minimum :

- d'une procédure d'information préalable,
- d'un contrôle visuel à l'entrée du site,
- d'un enregistrement dans le registre des admissions et/ou des refus
- de la délivrance d'un accusé de réception écrit,
- d'un bordereau d'enlèvement du lot de matières premières secondaires concerné,
- d'un bordereau de livraison sur le centre de stockage de déchets ultimes dans le cas où les matériaux ne sont pas entièrement conformes aux exigences des cahiers des charges des unités de valorisation.

19.2.1. Information préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation, l'exploitant doit demander au producteur de déchets ou, à défaut, au détenteur, une information préalable. Cette information préalable précise pour chaque type de déchets destiné à être admis sur le site :

- la provenance et notamment l'identité et l'adresse exacte du producteur,
- les modalités de la collecte et de la livraison.

19.2.2. Contrôle des réceptions

L'exploitation est réalisée sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. L'ensemble du personnel intervenant sur le site reçoit une formation sur la nature des déchets admis et/ou triés dans l'établissement.

Les déchets réceptionnés doivent faire l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de la conformité avec le bordereau de réception.

Une procédure d'urgence en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation est établie. Elle fait l'objet d'une consigne d'exploitation écrite.

En cas de détection de déchets non admissibles dans un chargement, ceux-ci sont immédiatement isolés ainsi que les matières qui auraient éventuellement été contaminées.

Des récipients étanches, de dimensions suffisantes permettent de stocker provisoirement les déchets non admissibles. Ces déchets devront être éliminés dans des installations autorisées à cet effet. L'exploitant doit être en mesure de justifier l'élimination correcte de ces déchets. Les documents justificatifs doivent être conservés 5 ans

La présence de déchets non admissibles devra être consignée sur un registre spécialement prévu à cet effet. L'exploitant y notera les renseignements minimum suivants :

- type de déchet,
- quantité approximative,
- producteur du déchet,
- date et heure de réception,
- identité du transporteur.

19.2.3. Registre d'admission et de refus d'admission

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des Installations Classées un registre d'admission où il consigne pour chaque véhicule apportant des déchets :

- la quantité et la nature des déchets

- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou à défaut du détenteur,
- la date et l'heure de la réception,
- l'identité du transporteur,
- le numéro d'immatriculation du véhicule.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des Installations Classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis en précisant les raisons du refus.

19.2.4. Comptabilité des déchets

L'exploitant est tenu de vérifier à date fixe la cohérence en terme de bilan matières des déchets entrés et des déchets sortis.

Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant :

- la quantité et la nature du chargement,
- la date et l'heure,
- le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination,
- l'identité du transporteur,
- le numéro d'immatriculation du véhicule,

Les registres où sont mentionnées ces données sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

19.2.5. Déchets d'emballage

Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers, un contrat écrit sera passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat devra viser cet arrêté et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement sera délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fera avec signature d'un contrat similaire à celui mentionné précédemment.

Si le repreneur est exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assurera qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage pris en charge.

Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage, le pétitionnaire s'assurera que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

Pendant une période de 5 ans devront être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du décret du 13 juillet 1994 :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballage à un tiers,
- la nature et les quantités correspondants,
- l'identité des détenteurs antérieurs,
- les termes du contrat,
- les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement).
- les dates de cession, le cas échéants, des déchets d'emballage à un tiers,
- la nature et les quantités correspondantes,

- l'identité du tiers,
- les termes du contrat,
- les modalités de valorisation.

19.3. Conditions et capacités de stockage des déchets

Le quai de transfert de déchets valorisables occupe une emprise au sol de 400 m² permettant d'accueillir 3 bennes de 30 m³ destinées au stockage de flux mono-matériaux. Il comprend également une fosse de capacité 200 m³ recevant les flux entrants de matériaux en mélange.

Chaque stockage doit être localisé et identifié sur un plan d'ensemble de l'établissement.

Les aires de réception des déchets doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées. Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires. Leur conception et leur exploitation doivent assurer la prévention des pollutions et des nuisances.

Des filets anti-envol sont disposés en périphérie de la zone de vidage.

Les sols des aires de travail et de circulation sont étanches, incombustibles et formés et pentes favorisant l'écoulement vers un point de regroupement.

Les stockages sont effectués de manière à ce que toutes les voies et issues soient largement dégagées. Les matériels non utilisés sont regroupés hors des allées de circulation.

Les voies de circulation et les aires d'attente ou de stationnement sont aménagées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler ; elles sont constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas l'envol de poussières.

Le stationnement des véhicules devant les issues ou sur les voies de circulation n'est autorisé que pendant le temps des opérations de chargement ou déchargement.

Les déchets valorisables sont régulièrement évacués de manière à respecter les quantités maximales stockées. Ils sont dirigés vers le centre de tri TRIVAL'AUBE situé à La Chapelle Saint Luc – ZI des Vignettes, exploité par la société CHAZELLE ou toute autre installation dûment autorisée.

Les matériels de manutention sont régulièrement entretenus. Un matériel de secours est prévu pour pallier la défaillance de l'engin habituellement utilisé ; il doit pouvoir être amené sans délai.

Si le transport vers le centre de traitement n'est pas effectué en caisson fermé, les résidus sont recouverts, avant leur sortie du centre, d'une bâche ou d'un dispositif de couverture efficace.

TITRE VI – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES A LA PLATE-FORME DE COMPOSTAGE DE DECHETS ORGANIQUES

ARTICLE 20 – AMENAGEMENT DE LA PLATE-FORME DE COMPOSTAGE

20.1. Dimensionnement des aires de travail

L'installation comprend :

- une aire de réception/tri/contrôle des produits entrants,
- une aire de stockage des matières entrantes destinées au stockage des déchets organiques en attente de prétraitement à l'exception des boues de station d'épuration,
- une aire de préparation destinée au broyage et à l'homogénéisation des déchets organiques,
- une aire de compostage correspondant au processus de fermentation contrôlée avec retournements fréquents et arrosages éventuels,
- une aire de maturation permettant l'hygiénisation du compost,
- une aire de criblage afin de préparer le compost final en fonction des qualités souhaitées,
- une aire de stockage du compost fini en attente d'enlèvement.

Ces aires de travail sont situées à au moins huit mètres des limites de propriété du site. Elles sont dimensionnées pour recevoir 10 000 t de matières entrantes (phase 1), puis 20 000 t de matières entrantes (phase 2).

L'emprise de la plate-forme est de 20 000 m².

20.2. Rétention des aires de travail

Les sols des aires de travail et de circulation de la plate-forme sont étanches, incombustibles et formés en pente favorisant l'écoulement vers un point de regroupement.

Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales au niveau des aires de la plate-forme de compostage.

Les eaux de ruissellement et les eaux de procédés issues de la plate-forme sont dirigées vers un bassin de confinement de 2 600 m³ spécifique et distinct de celui du centre de stockage. En cas d'incendie, ce bassin reçoit les eaux d'extinction.

Les eaux de ce bassin servent prioritairement à humidifier les andains en fermentation lors de opérations de retournement.

En cas de nécessité, les eaux de procédé sont assimilées à des lixiviats et suivent la même filière de traitement que les lixiviats du centre de stockage.

Dans ce cas, leur rejet éventuel dans une station de traitement externe ou dans un centre de traitement autorisé à cet effet est conditionné par le respect des valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

Substances	Concentrations (en mg/l)	Méthode de référence
Température	< 30°C	
PH	entre 5,5 et 8,5	NFT 90 008
MES	600	NFT 90 105
DCO	2 000	NFT 90101
DBO ₅	800	NFT 90103
Azote global ⁽¹⁾ exprimé en N	150	NF EN ISO 25663, NF EN ISO 10304-1 et 10304-2, NF EN ISO 13395 et 26777, FDT 90045
Phosphore total, exprimé en P	50	NF T 90 023
Hydrocarbures totaux	10	NFT 90 114
Plomb	0,5	NF T 90-027
Chrome	0,5	NF EN 1233
Cuivre	0,5	NF T 90 022
Zinc et composés	2	FD T 90 112

(1) L'azote global comprend l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé, cela correspond à la somme de l'azote mesuré par la méthode de dosage Kjeldahl (NF EN ISO 25 663) et de l'azote contenu dans les nitrites et les nitrates (NF EN ISO 10304-1).

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Dans le cas de convention signée avec le gestionnaire de la station d'épuration, les valeurs de rejet indiquées dans la convention peuvent se substituer aux valeurs précitées.

Une mesure des concentrations des différents polluants visés dans le tableau ci-dessus est effectuée dans le bassin au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministère de l'environnement. ces mesures sont effectuées sur un échantillon journalier représentatif du fonctionnement de l'installation.

ARTICLE 21 - EXPLOITATION – ENTRETIEN DE LA PLATE-FORME DE COMPOSTAGE

21.1. Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation. Le personnel d'exploitation doit être particulièrement vigilant pour n'accepter que des chargements de matières autorisées, conformément à la procédure spécifiée à l'article 21.2.

21.2. Conditions d'admission

Sans préjudice des dispositions prévues par d'autres réglementations, et notamment celles prises en application du code rural, les matières admissibles en traitement par compostage sont les suivantes :

- les matières organiques d'origine animale (fumiers, fientes, matières stercoraires),
- les matières organiques d'origine végétale n'ayant subi aucun traitement chimique (déchets végétaux de parcs et jardins, cultures maraîchères, viticoles, horticoles, céréalières,...),
- les co-produits et sous produits agroalimentaires,
- les sous-produits de la première transformation du bois,
- les boues de stations d'épurations urbaines dont la qualité est conforme aux valeurs définies dans le tableau 1 figurant ci-dessous,
- les boues de station d'épuration industrielles provenant du secteur agro-alimentaire, de l'industrie papetière ou de l'industrie du cuir dont la qualité est conforme aux valeurs définies dans le tableau 1 figurant ci-dessous, à l'exclusion des boues issues de stations d'épuration des installations d'abattoirs traitant des ruminants (rubrique 2210), ou d'usines d'équarrissage (rubrique 2730),

Seront admis pour la formulation d'amendements organiques et supports de cultures les matériaux inertes pour mélange (terres, argiles, loess, tourbe, sable, coquillages concassés,...)

Seront admis pour le broyage :

- les matières organiques végétales n'ayant subi aucun traitement chimique (déchets végétaux de parcs et jardins, cultures maraîchères, viticoles, horticoles, céréalières,...)
- les souches,
- le bois naturel non traité,
- les palettes propres et non souillées.

Seront refusés :

- les déchets, résidus et rebuts ne répondant pas aux conditions d'admission définies ci-dessus,
- les déchets de voirie,
- les produits de l'assainissement ou du curage,
- les déchets toxiques,
- les déchets biologiques souillés.

21.3. Procédure d'admission

Avant d'admettre une matière première dans son installation, l'exploitant élaborera un cahier des charges définissant la qualité des matières premières admissibles. En vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au fournisseur de la matière première une information préalable sur la nature et l'origine de cette matière, et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins deux ans par l'exploitant.

Dans le cas de boues d'épuration, l'information préalable précisera également :

- la description du procédé conduisant à la production de boues,
- pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit,
- une caractérisation de ces boues au regard des éléments figurant à l'annexe I du présent paragraphe et de ceux pouvant intervenir dans le procédé, réalisée selon la fréquence indiquée en annexe III.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées, le recueil des cahiers des charges et des informations préalables qui lui ont été adressées.

21.4. Registre entrée/sortie et documents

Après vérification de l'existence d'une convention, chaque arrivage de matières premières pour compostage donnera lieu à un enregistrement de :

- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues,
- l'identification du producteur des matières premières et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante,
- la nature et les caractéristiques des matières premières reçues.

Les livraisons refusées sont également mentionnées dans ce registre, avec mention des motifs de refus.

Les mouvements de composts font l'objet d'un enregistrement indiquant au minimum :

- la date, la quantité enlevée et les caractéristiques du compost (analyses) par rapport aux critères spécifiés à l'article 21.7. et la référence du lot correspondant,
- l'identité et les coordonnées du client.

Ces données sont archivées pendant une durée minimale de 10 ans et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

Un bilan de la production de compost sera établi annuellement, avec indication de la production journalière correspondante, et sera tenu à la disposition des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

Ce bilan sera inclus dans le rapport annuel d'activités du centre de traitement prévu à l'article 21.7. du présent arrêté.

21.5. Conditions de stockage

Le stockage des matières premières entrantes et du compost est fait de manière séparée, par nature de produits, sur les aires identifiées réservées à cet effet.

Tout stockage extérieur, même temporaire, de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives (boues de station d'épuration urbaines...) est interdit. L'admission de boues provenant de stations d'épuration urbaines ou industrielles ne conduit pas au stockage des matières brutes mais à leur introduction immédiate au niveau de l'aire de fermentation en couches minces successives, entrecoupées par des épaisseurs de matières structurantes.

La hauteur maximale des andains est limitée en permanence à 3 mètres, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées. Les déchets sont stockés en tas séparés par un couloir de circulation. Les quartiers de stockage n'excèdent pas 300 m³ soit une masse équivalente de bois et de déchets végétaux de 100 t.

La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

21.6. Contrôle et suivi du procédé

La gestion doit se faire par lots séparés de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes (exemple : mêmes matières premières, mêmes dosages, mêmes dates de fabrication...).

L'exploitant tient à jour un cahier de suivi sur lequel il reporte toutes informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage, et en particulier :

- mesures de température,
- rapport C/N (carbone/azote),
- humidité,
- dates des retournements,
- périodes d'aération,
- dates des arrosages éventuels des andains.

Les mesures de température sont réalisées à une fréquence au moins hebdomadaire. La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

Ces documents de suivi sont archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 10 ans.

Les anomalies de procédé sont relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

21.7. Utilisation du compost

Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, le compost produit, l'exploitant se conforme aux dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture.

Pour pouvoir être utilisé comme matière première pour fabriquer une matière fertilisante ou un support de culture, le compost produit doit respecter au minimum les teneurs limites définies dans les tableaux 1a et 1b de l'annexe I du présent paragraphe :

Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, la matière fertilisante ou le support de culture ainsi obtenu, l'exploitant se conforme aux dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture.

Les justificatifs nécessaires sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation, ou d'avoir un compost ou une matière conforme à une norme d'application obligatoire, l'exploitant doit respecter les dispositions en matière d'épandage décrites à l'article 22.

21.8. Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant met en œuvre les moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- un bassin de confinement des eaux de ruissellement et des eaux de procédé de 2 600 m³ sert de réserve d'eau incendie,
- un bassin spécifique de réserve d'eau incendie de 240 m³ commun aux 3 installations du centre de traitement,
- une aire réservée de 200 m², toujours disponible, permettant à un engin approprié d'étaler un tas en feu,
- des extincteurs appropriés aux classes de feux potentiels répartis sur la plate-forme et dans les engins,
- un téléphone portable afin de déclencher l'alerte.

21.9. Odeurs

L'installation est aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

Les bassins de stockage des eaux et les andains sont implantés de manière à limiter au maximum la gêne pour le voisinage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place autour de l'installation,
- les matières odorantes comme les boues de station d'épuration ne sont pas stockées, mais immédiatement prises en compte dans des andains,
- des systèmes d'aspersion ou de bâches en goretex sont mis en place si nécessaire sur les stockages situés en extérieur.

Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population.

Le débit d'odeurs est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par le facteur de dilution au seuil de perception.

Le niveau d'odeur émis à l'atmosphère par chaque source odorante non canalisée présente en continu sur le site ne doit pas dépasser les valeurs mentionnées dans le tableau suivant, en fonction de son éloignement par rapport aux immeubles habités ou occupés par des tiers, aux stades, terrains de camping et établissements recevant du public.

Eloignement des tiers en mètres	Niveau d'odeur sur site en Unité d'Odeur par m ³
100	250
200	600
300	2 000
400	3 000

Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées ne doit pas dépasser les valeurs suivantes :

Hauteur d'émission en m	Débit d'odeur en m ³ /h
0	1 000 x 10 ³
5	3 600 x 10 ³
10	21 000 x 10 ³
20	180 000 x 10 ³
30	720 000 x 10 ³
50	3 600 x 10 ⁶
80	18 000 x 10 ⁶
100	36 000 x 10 ⁶

Les mesures de niveau d'odeur et débit d'odeur sont réalisées selon les normes en vigueur.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 22 - EPANDAGE

Les dispositions suivantes s'appliquent à l'épandage du compost produit si celui-ci n'est ni homologué ou sous autorisation provisoire de vente au titre des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture, ni conforme à une norme rendue d'application obligatoire relative aux matières fertilisantes ou supports de culture.

Dans ce cas l'épandage est soumis à une procédure de demande d'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf si le compost est utilisé à des fins de réaménagement du centre de stockage de déchets.

Les matières concernées par les dispositions de cet article sont désignées sous l'appellation "matières à épandre".

Les matières à épandre ont un intérêt pour les sols ou la nutrition des cultures et leur application ne porte pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures ainsi qu'à la qualité des sols et des milieux aquatiques.

Une étude préalable d'épandage précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des matières à épandre, l'aptitude du sol à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation. Cette étude justifie de la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées ou les documents de planification existants, notamment les plans prévus à l'article L. 541-14 du code de l'environnement et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus aux articles L. 212-1 à L. 212-7 du code de l'environnement. Elle comprend notamment :

1. les caractéristiques des matières à épandre (quantités prévisionnelles, valeur agronomique, teneur en éléments traces et agents pathogènes...),
2. la représentation cartographique au 1/25 000 du périmètre d'étude, et des zones aptes à l'épandage,
3. l'identification des contraintes liées au milieu naturel ou aux activités humaines dans le périmètre d'étude et l'analyse des nuisances pouvant résulter de l'épandage,
4. les caractéristiques des sols, les systèmes de culture et la description des cultures envisagées sur le périmètre d'étude,
5. une analyse des sols portant sur les paramètres figurant au tableau 2 de l'annexe I, et sur l'ensemble des paramètres mentionnés en annexe II, réalisée en un point de référence, repéré par ses coordonnées Lambert, représentatif de chaque zone homogène,
6. la description des modalités techniques de réalisation de l'épandage (matériels, périodes...),
7. les préconisations spécifiques d'utilisation des matières à épandre en fonction de ses caractéristiques, de celles du sol, des systèmes et types de cultures et autres apports de matières fertilisantes,
8. la représentation cartographique à une échelle appropriée des parcelles exclues de l'épandage sur le périmètre d'étude et les motifs d'exclusion,
9. un exemplaire de l'accord des utilisateurs de matières à épandre pour la mise à disposition de leurs parcelles et une liste de celles-ci selon leurs références cadastrales,
10. tous les éléments complémentaires permettant de justifier la compatibilité avec les éléments évoqués ci-dessus.

L'exploitant informe le préfet de département de son intention d'épandre et lui transmet, au moins 3 mois avant la réalisation de l'épandage, l'étude préalable d'épandage précitée, complétée par l'indication des filières alternatives d'élimination ou de valorisation prévues dans les cas où l'épandage s'avérerait impossible.

Au moins un mois avant la réalisation des opérations concernées, un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi, en accord avec l'exploitant agricole. Ce programme doit définir les parcelles concernées par la campagne annuelle, les cultures pratiquées et leurs besoins, les préconisations d'emploi des matières à épandre, notamment les quantités devant être épandues, le calendrier d'épandage, les parcelles réceptrices.

Un cahier d'épandage (registre), conservé pendant une durée de 10 ans est tenu à jour par l'exploitant. Il comporte les informations suivantes :

- les dates d'épandages,

- les caractéristiques des matières à épandre (teneurs en éléments fertilisants et en éléments et composés traces, pour les composts la référence du lot tel que défini à l'article 21.6.), les quantités épandues, et les quantités d'azote épandu toutes origines confondues,
- les parcelles réceptrices, leur surface et la nature des cultures,
- le contexte météorologique lors de chaque épandage,
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les matières épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation,
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage.

L'étude préalable, le programme prévisionnel annuel et le cahier d'épandage, ainsi qu'une synthèse annuelle des informations figurant au registre sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sont établis à partir du bilan global de fertilisation. Dans les zones vulnérables définies au titre du décret n° 93-1038 du 27 août 1993, la quantité maximale d'azote organique épandu est limitée à 170 kg/ha/an.

Les matières à épandre ne peuvent être épandues :

- si les concentrations en agents pathogènes sont supérieures à :
 - ✓ Salmonella : 8 NPP/10 g MS (dénombrement selon la technique du nombre le plus probable),
 - ✓ Enterovirus : 3 NPPUC/10 g MS (dénombrement selon la technique du nombre le plus probable d'unités cytopathogènes),
 - ✓ œufs de nématodes : 3 pour 10 g MS.
- dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans le produit à épandre excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1a et 1b de l'annexe I du présent paragraphe,
- dès lors que le flux, cumulé sur une durée de 10 ans, apporté par les produits à épandre en éléments ou composés indésirables excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1a et 1b de l'annexe I du présent paragraphe ; lorsque l'épandage est réalisé sur des pâturages, le flux maximum des éléments traces métalliques à prendre en compte sur une durée cumulée de 10 ans, est celui du tableau 3 de l'annexe I,
- si les teneurs en éléments traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau 2 de l'annexe I du présent paragraphe.

Les analyses des matières à épandre sont réalisées pour chaque lot de fabrication dans un délai tel que les résultats d'analyse sont connus avant mise à disposition du lot.

Les sols doivent être analysés sur chaque point de référence au minimum tous les 10 ans et après l'ultime épandage sur la parcelle.

Les doses d'apport devront être adaptées aux besoins des sols ou des cultures dans des conditions ne devant pas entraîner de risques de ruissellement hors du champ d'épandage.

L'épandage est interdit :

- à moins de 35 mètres des puits, forages, sources, aqueducs transitant des eaux destinées à la consommation humaine en écoulement libre, des installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères, des coures d'eau et des plans d'eau ; cette distance est portée à 100 mètres si la pente du terrain est supérieure à 7 %,
- sur les herbages ou cultures fourragères, trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères,
- sur des terrains affectés à des cultures maraîchères et fruitières pendant la période de végétation, à l'exception des cultures d'arbres fruitiers,
- sur des terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact direct avec les sols, ou susceptibles d'être consommées à l'état cru, 10 mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même,
- pendant les périodes où le sol est gelé ou enneigé et lors de fortes pluies.

ANNEXE I - Seuils en éléments traces métalliques et en substances organiques

Tableau 1 a - Teneurs limites en éléments-traces métalliques

Eléments traces métalliques	Valeur limite dans les matières organiques (mg/kg de Matières Sèches)	Flux cumulé maximum apporté par les matières à épandre en 10 ans (g/m ²)
Cadmium	10	0,015
Chrome	1 000	1,5
Cuivre	1 000	1,5
Mercure	10	0,015
Nickel	200	0,3
Plomb	800	1,5
Zinc	3 000	4,5
Chrome+cuivre+nickel+zinc	4 000	6

Tableau 1 b - Teneurs limites en composés traces organiques

Composés traces	Valeur limite dans les matières organiques (mg/kg de Matières Sèches)		Flux cumulé maximum apporté par les matières à épandre en 10 ans (g/m ²)	
	Cas général	Epannage sur pâturages	Cas général	Epannage sur pâturages
Total des 7 principaux PCB*	0,8	0,8	1,2	1,2
Fluoranthène	5	4	7,5	6
Benzo(b)fluoranthène	2,5	2,5	4	4
Benzo(a)pyrène	2	1,5	3	2
* PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180.				

Tableau 2 - Valeurs limites de concentration en éléments-traces métalliques dans les sols

Eléments traces dans les sols	Valeur limite en mg/kg de Matières Sèches
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300

Tableau 3 - Flux cumulé maximum en éléments traces métalliques apporté par les matières à épandre pour les pâturages ou les sols de pH inférieurs à 6

Eléments-traces métalliques	Flux cumulé maximum apporté par les matières à épandre sur 10 ans (g/m²)
Cadmium	0,015
Chrome	1,2
Cuivre	1,2
Mercure	0,012
Nickel	0,3
Plomb	0,9
Sélénium *	0,12
Zinc	3
Chrome + cuivre + nickel + zinc	4

* Pour le pâturage uniquement

ANNEXE II - Eléments de caractérisation de la valeur agronomique des matières à épandre et des sols

➤ Analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique des matières à épandre :

- matière sèche (%) ; matière organique (en %),
- pH,
- azote total, azote ammoniacal (en NH_4),
- rapport C/N,
- phosphore total (en P_2O_5), potassium total (en K_2O), calcium total (en CaO), magnésium total (en MgO),
- oligoéléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn). Cu, Zn, et B seront mesurés à la fréquence prévue pour les éléments traces. Les autres oligoéléments seront analysés dans le cadre de la caractérisation initiale des matières à épandre.

➤ Analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique des sols :

Granulométrie, mêmes paramètres que précédemment en remplaçant les éléments concernés par P_2O_5 échangeable, K_2O échangeable, MgO échangeable et CaO échangeable.

ANNEXE III - Fréquence d'analyse des boues

Nombre d'analyses de boues lors de la première année

Tonnes de matière sèche fournie (hors chaux)	<32	32 à 160	161 à 480	481 à 800	801 à 1 600	1.601 à 3 200	3.201 à 4 800	> 4 800
Valeur agronomique des boues	4	8	12	16	20	24	36	48
As, B	-	-	-	1	1	2	2	3
Eléments traces	2	4	8	12	18	24	36	48
Composés organiques	1	2	4	6	9	12	18	24

Nombre d'analyses de boues en routine dans l'année

Tonnes de matière sèche fournie (hors chaux)	<32	32 à 160	161 à 480	481 à 800	801 à 1 600	1.601 à 3 200	3.201 à 4 800	> 4 800
Valeur agronomique des boues	2	4	6	8	10	12	18	24
Eléments traces	2	2	4	6	9	12	18	24
Composés organiques	1	2	2	3	4	6	9	12

TITRE VII : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 23 - LIMITATION DES PRELEVEMENTS D'EAU

23.1. Origine de l'approvisionnement en eau

L'eau utilisée dans l'établissement provient uniquement d'une cuve de stockage de capacité 1 500 l, régulièrement approvisionnée.

La consommation d'eau annuelle n'excède pas 300 m³.

Les besoins en eau potable sur le site sont réservés aux usages suivants :

- domestique (hygiène du personnel du site),
- entretien des espaces verts,
- arrosage éventuel des andains de la plateforme de compostage.

23.2. Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Le relevé des volumes prélevés doit être effectué trimestriellement. Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

23.3. Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans le réseau d'eau public ou dans les nappes d'eaux souterraines.

ARTICLE 24 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

24.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelles des eaux ou des sols.

24.2. Canalisations de transport de fluides

24.2.1. Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles contiennent.

24.2.2. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

24.2.3. Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

24.2.4. Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

24.3. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux de collecte fera apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, et les points de rejet.

24.4. Réservoirs

24.4.1. Les réservoirs de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

- si leur pression de service est inférieure à 0,3 bar, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression égale à 5 cm d'eau,
- si leur pression de service est supérieure à 0,3 bar, les réservoirs doivent :
 - ✓ porter l'indication de la pression maximale autorisée en service,
 - ✓ être munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge taré à une pression égale à au moins 1,5 fois la pression en service.

24.4.2. Les essais prévus ci-dessus doivent être renouvelés après toute réparation notable ou dans le cas où le réservoir considéré serait resté vide pendant 24 mois consécutifs.

24.4.3. Ces réservoirs doivent être équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

24.4.4. Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

24.5. Cuvettes de rétention

24.5.1. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

24.5.2. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres).

24.5.3. Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

24.5.4. L'étanchéité des réservoirs associés à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

24.5.5. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

24.5.6. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers le bassin de confinement d'un volume minimal de 300 m³. Sa vidange sera effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de son contenu. Son niveau sera aisément contrôlable.

24.5.7. Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

Les produits récupérés en cas d'incident ne doivent pas être rejetés mais doivent être éliminés comme un déchet.

ARTICLE 25 - COLLECTE DES EFFLUENTS - RESEAUX DE COLLECTE

25.1. Réseaux de collecte

25.1.1. Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

25.1.2. Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées des diverses catégories d'eaux polluées.

25.1.3. En complément des dispositions prévues à l'article 24.1. du présent arrêté, les canalisations de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être conçues et aménagées pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

25.1.4. Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

25.2. Bassin de confinement

25.2.1. Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées doit être aménagé et raccordé à un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures relié au bassin de réserve d'eau d'incendie de 240 m³. Ce bassin est étanché par une géomembrane en PEHD.

Les lixiviats, pompés à l'aide de puits dans chacun des casiers d'exploitation sont dirigés vers un bassin de stockage de :

- 450 m³ pour le centre de stockage exploité jusqu'en octobre 2004
- 300 m³ pour le centre de stockage exploité à compter de octobre 2004. L'étanchéité du bassin est réalisé par une épaisseur de 0,50 m d'argile de perméabilité inférieure à 1.10^{-8} m/s régalez sur le fond et sur les flancs du bassin et par une géomembrane en PEHD.

Les eaux de ruissellement intérieures au site sont acheminés par des fossés à un bassin de confinement dimensionné pour assurer la rétention d'un événement pluvieux décennal, d'un volume minimal de 300 m³ pour le centre de stockage exploité à compter de octobre 2004 et de 150 m³ pour le centre de stockage exploité jusqu'en octobre 2004. Ce bassin est équipé d'un dispositif de vidange avec vanne pour le contrôle du rejet dans le milieu naturel. Il est étanché par une géomembrane en PEHD.

Le fonctionnement de ce bassin de confinement est basé sur un système de rétention passive. Les opérations de vidange de ce bassin de confinement s'effectuent sur la base d'opérations volontaires, effectuées sous la responsabilité d'une personne nommément désignée, et conformément à une procédure écrite, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le respect de cette procédure doit garantir, avant rejet, la conformité des eaux aux spécifications de l'article 28.1. Cette procédure doit être appliquée à l'occasion de chaque vidange.

25.2.2. L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doivent être recueillies dans le bassin de confinement des eaux de ruissellement décrit à l'article 25.2.

Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident. Les organes de commande nécessaire à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.

ARTICLE 26 - TRAITEMENT DES EFFLUENTS

26.1. Obligation de traitement

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

26.2. Conception des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

26.3. Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

26.4. Dysfonctionnements des installations de traitement

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

26.5. Traitement des lixiviats

Les lixiviats sont traités dans une station d'épuration collective ou dans un centre de traitement autorisé à cet effet. Ce traitement fait l'objet d'une convention préalable passée entre l'exploitant de l'installation de stockage et les gestionnaires de l'infrastructure d'assainissement. Cette convention précise les informations communiquées au gestionnaire de l'infrastructure d'assainissement par l'exploitant de l'installation de stockage sur ses rejets.

ARTICLE 27 - DEFINITION DES REJETS

27.1. Identification des effluents

Les effluents aqueux générés par l'établissement sont constitués de :

- 1) eaux non polluées : eaux pluviales de toitures, eaux de ruissellement intérieures au site,
- 2) eaux usées,
 - eaux pluviales de voirie,
 - eaux pluviales provenant du quai de transfert de déchets valorisables,
 - eaux provenant de la plate-forme de déchets verts,
 - lixiviats,
 - eaux provenant du lavage des véhicules,
 - eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
- 3) eaux domestiques : eaux vannes, eaux sanitaires.

27.2. Dilution des effluents

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

27.3. Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités, autres que ceux autorisés par le présent arrêté, dans la nappe d'eaux souterraines est interdit.

27.4. Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

27.5. Localisation des points de rejet

Les eaux pluviales de toiture sont collectées par des gouttières et des descentes et rejoignent les fossés d'eaux de ruissellement intérieures puis le milieu naturel.

Les eaux pluviales de voirie du centre de stockage sont collectées au niveau des aires imperméabilisées puis acheminées par le réseau enterré du site jusqu'à un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures relié au bassin de réserve d'eau incendie de 240 m³. Ce débourbeur/séparateur d'hydrocarbures est régulièrement entretenu et les déchets qui y sont collectés sont éliminés dans une installation autorisée à cet effet.

De même, les eaux pluviales provenant du quai de transfert de déchets valorisables sont collectées au niveau des aires imperméabilisées puis acheminées par le réseau enterré du site jusqu'à un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures relié au bassin de réserve d'eau incendie de 240 m³. Ce débourbeur/séparateur d'hydrocarbures est régulièrement entretenu et les déchets qui y sont collectés sont éliminés dans une installation autorisée à cet effet.

Les eaux de ruissellement et les eaux de procédés issues de la plate-forme sont dirigées vers un bassin de confinement de 2 600 m³ spécifique et distinct de celui du centre de stockage. En cas d'incendie, ce bassin reçoit les eaux d'extinction.

Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont dirigées vers les bassins de confinement des eaux de ruissellement de 300 m³ pour le centre de stockage de déchets ultimes ménagers et assimilés et de 2600m³ pour les eaux provenant de la plate-forme de compostage de déchets verts.

Les lixiviats sont dirigés à partir des puits de pompage vers un bassin de stockage de 450 m³ pour le centre de stockage exploité jusqu'en octobre 2004 et de 300 m³ pour le centre de stockage exploité à compter de octobre 2004. Ils sont ensuite éliminés en station d'épuration intercommunale ou dans un centre de traitement autorisé à cet effet.

Les eaux usées issues du lavage des véhicules sont récupérées au niveau du bassin de stockage des lixiviats. Elles sont éliminées avec les lixiviats en station d'épuration intercommunale.

Les eaux domestiques sont dirigées vers un système d'assainissement autonome.

ARTICLE 28 - VALEURS LIMITES DE REJETS

28.1. Eaux non polluées identifiées à l'article 27.1.

Les eaux regroupées dans le bassin de stockage des eaux de ruissellement intérieures au site de 300 m³ sont ensuite dirigées vers une zone d'infiltration composée de deux drains parallèles mis en place au fond d'une fouille creusée préalablement dans les éboulis calcaires. Le diamètre nominal des drains a été calculé pour le débit de fuite du bassin de 0,31 m³/s et devra être au moins de 0,30 m pour chacun d'eux.

L'exutoire de ce bassin vers la zone d'infiltration est fermé en permanence par une vanne de barrage manuelle pour éviter toute infiltration de produit polluant.

En fonctionnement anormal ou dans l'éventualité de la récupération d'eaux d'extinction d'incendie, ces eaux sont éliminées vers un centre de traitement autorisé à cet effet.

En fonctionnement normal, la qualité des eaux non polluées collectées est déterminée avant leur envoi dans la zone d'infiltration par :

- un prélèvement représentatif des eaux contenues dans le bassin de rétention
- une analyse chimique des eaux par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de l'Environnement.

Les valeurs limites conditionnant l'infiltration de ces eaux sont les suivantes :

Substances	Concentrations maximales (en mg/l)	Méthode de référence
Température	< 25°C	
pH	entre 6,5 et 8,5	NFT 90 008
résistivité	-	
MES	10	NF EN 872
DCO	90	NFT 90101
DBO ₅	20	NFT 90103
Azote global ⁽¹⁾	15	NF EN ISO 25663, NF EN ISO 10304-1 et 10304-2, NF EN ISO 13395 et 26777, FDT 90045
Phosphore total	2	NFT 90023
Phénol	0,1	XP T 90109
Manganèse	2	FDT 90112
Fer	3	FDT 90112
Cadmium	0,005	FDT 90112
Mercure	0,001	FDT 90112
Cuivre	1	FDT 90112
Zinc	1	FDT 90112
Chrome total	0,05	FDT 90112
Plomb	0,05	FDT 90112

Arsenic	0,05	FDT 90119
Sélénium	0,01	FDT 90119
Fluor et ses composés	1	NFT 90004
CN libres	0,05	ISO 6703/2
AOX	0,1	NF EN 1485
Hydrocarbures totaux	1	NFT 90 114

(1) L'azote global représente la somme de l'azote mesurée par la méthode kjeldhal et de l'azote contenu dans les nitrites et les nitrates.

Les analyses sont effectuées sur des échantillons non décantés.

Tout dépassement de l'une des valeurs limites indiquées dans le tableau ci-dessus entraîne l'interdiction d'envoyer ces eaux en infiltration. Dans ce cas, la vanne de barrage manuelle est verrouillée et les eaux sont pompées pour envoi en centre de traitement autorisé à cet effet.

Dans le cas où les valeurs mises en évidence sont inférieures à ces seuils, l'eau du bassin de rétention est envoyée vers la zone d'infiltration par une opération manuelle d'ouverture de la vanne de barrage.

Afin de conserver un volume utile suffisant dans le bassin, le déclenchement de cette procédure de prélèvement et analyse est effectué avant que le volume de 150 m³ d'eau dans le bassin ne soit atteint.

L'étanchéité du bassin et de la vanne est vérifiée tous les trois ans.

L'ensemble des résultats d'analyses est consigné dans un registre tenu à la disposition des installations classées.

Un état récapitulatif trimestriel des mesures et analyses imposées ci-avant doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Il est accompagné en tant que de besoin de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que sur les actions correctives mise en œuvres ou envisagées.

28.2. Lixiviats et eaux usées issues du lavage des véhicules

Les eaux usées issues du lavage des véhicules et les lixiviats sont recueillis dans le bassin de stockage des lixiviats. Ils sont ensuite évacués vers une filière de traitement adaptée ou une station d'épuration externe urbaine.

Une convention fixe les conditions administratives, techniques et financières de livraisons des lixiviats.

Les effluents devront respecter les valeurs limites suivantes afin de pouvoir suivre cette filière d'élimination :

Substances	Concentrations (en mg/l)
Température	< 25°C
pH	entre 5,5 et 8,5
DCO	2 000
DBO ₅	800
MES	600
Azote global ⁽¹⁾ exprimé en N	150
Phosphore total exprimé en P	50
As	0,1
Cd	0,2
Cr total	0,5
Cr VI	0,1

Cu	0,5
Ni	0,5
Hg	0,05
Pb	1
Zn	2
Métaux totaux ⁽²⁾	15
CN libres	0,1
Fluorures	15
Hydrocarbures totaux	10
AOX	5
HAP	0,01
PCB (28, 52, 101,118, 138, 153, 180)	0,05

- (1) L'azote global comprend l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé, cela correspond à la somme de l'azote mesuré par la méthode de dosage Kjeldahl (NF EN ISO 25 663) et de l'azote contenu dans les nitrites et les nitrates (NF EN ISO 10304-1).
- (2) Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Les analyses, ainsi que leur fréquence, à effectuer sur les lixiviats sont déterminées par l'exploitant de l'installation d'élimination. La fréquence minimale d'analyse complète sera annuelle. Les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

28.3. Eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées par un dispositif réalisé conformément aux dispositions légales et en vigueur.

ARTICLE 29 - CONDITIONS DE REJETS

29.1. Conception et aménagement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

29.2. Points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

ARTICLE 30 – SURVEILLANCE DES REJETS

30.1. Autosurveillance

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Ce programme comprend le contrôle des lixiviats et des eaux de ruissellement. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après.

30.1.1. Lixiviats

La surveillance des effluents destinés à être traités en station d'épuration externe est réalisée à l'arrivée sur le site de traitement, avant tout mélange avec d'autres effluents, notamment afin de vérifier la traitabilité effective de l'effluent dans l'installation externe.

Cette surveillance est sous la responsabilité du gestionnaire de la STEP et est notifiée dans la convention établie avec l'exploitant. Les effluents devront respecter les valeurs limites notifiées à l'article 28-2.

Au moins, une fois par an les paramètres suivants sont analysés :

- température, pH, résistivité,
- DCO, COT, DBO₅, MES,
- As, Cd, Cr total, Cr VI, Cu, Ni, Hg, Pb, Zn, métaux totaux (les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al),
- NTK, azote global, phosphore global,
- CN libres,
- Fluor et ses composés,
- Hydrocarbures totaux,
- AOX, phénols,
- HAP,
- PCB (28, 52, 101, 118, 138, 153, 180).

Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.

30.1.2. Eaux de ruissellement

Une analyse des paramètres visés à l'article 28.1. du présent arrêté est réalisée avant toute vidange du bassin de confinement des eaux de ruissellement vers la zone d'infiltration.

Un débitmètre est mis en place afin de mesurer le volume d'eaux de ruissellement rejeté vers la zone d'infiltration.

30.2. Calage de l'autosurveillance

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de l'autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).

30.3. Conservation des enregistrements

Tous les résultats des contrôles prescrites à l'article 30.1. ci avant doivent être conservés pendant une durée d'au moins 5 ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

30.4. Transmissions des résultats d'autosurveillance

Un état récapitulatif des résultats des mesures et analyses imposées à l'article 30.1. ci avant doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux.

Ils doivent être accompagnés en tant que de besoin de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que sur les actions correctives mise en œuvre ou envisagées.

ARTICLE 31 - SUIVI DU BILAN HYDRIQUE

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (pluviométrie, température, ensoleillement, humidité relative de l'air, direction et force des vents, relevé de la hauteur d'eau dans les puits, quantités d'effluents rejetés).

Les données météorologiques nécessaires, à défaut d'instrumentation sur site, doivent être recherchées auprès de la station météorologique la plus proche du site et reportées sur le registre.

Ce bilan est calculé au moins annuellement. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation et à réviser si nécessaire les aménagements du site.

ARTICLE 32 – SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

32.1. Surveillance des eaux souterraines

32.1.1. L'exploitant installe autour du site, en relation avec un hydrogéologue extérieur, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines. Ce réseau, que l'exploitant maintient en état comporte au moins :

Désignation du point	Localisation par rapport au site
PZ1	Amont du site exploité à partir d'octobre 2004
F2	Amont du site exploité jusqu'en octobre 2004 et aval du site exploité à partir d'octobre 2004
F1	Aval
PZ2	Aval

Pour le point PZ1, préalablement au début de l'exploitation, une analyse de référence est réalisée.

32.1.2. Trimestriellement, et quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable, des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau doivent être réalisés dans ces puits.

Ces prélèvements d'échantillons sont effectués conformément à la norme "Prélèvement d'échantillons - Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993" et de manière plus détaillée conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000.

32.1.3. Des analyses doivent être effectuées sur les prélèvements visés à l'article 32.1.2. du présent arrêté dans les conditions énoncées ci-après :

Types d'analyses	Paramètres mesurés	Fréquence
analyses physico-chimiques	pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, NO ₂ , NO ₃ , NH ₄ ⁺ , Cl ⁻ , SO ₄ ²⁻ , PO ₄ ³⁻ , K ⁺ , Na ⁺ , Ca ²⁺ , Mg ²⁺ , Mn ²⁺ , Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, DCO, COT, AOX, PCB, HAP, HCT, Fe	Trimestrielle, à l'exception des paramètres AOX, PCB et HAP qui sont analysés à une fréquence annuelle
analyse biologique	DBO ₅ ,	Trimestrielle
analyses bactériologiques	coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, présence de salmonelles	Trimestrielle
relevé du niveau d'eau		Trimestrielle

La mesure du niveau des eaux souterraines doit se faire sur des points nivelés par rapport au niveau NGF.

32.1.4. Les résultats des mesures prescrites à l'article 32.1.3. ci-dessus sont transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux souterraines au plus tard un mois après leur réalisation.

Ils sont consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence, norme...). Ils sont également accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus depuis l'autorisation de l'exploitation.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à trente ans après la cessation de l'exploitation, et qui ne doit pas être inférieure à la période de suivi.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures précisées ci-après sont mises en œuvre (plan de surveillance renforcée des eaux souterraines).

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant, en accord avec l'inspection des installations classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée, qui comprend au minimum :

- une augmentation du spectre et de la fréquence des analyses réalisées,
- un relevé quotidien du bilan hydrique défini à l'article 31,
- la limitation d'accès dans l'installation de stockage des déchets pouvant être à l'origine de ce changement et toute mesure d'exploitation pouvant réduire l'origine de l'évolution constatée.

L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par l'Inspection des Installations Classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

Lorsque la cause de l'anomalie est supprimée, le plan de surveillance renforcée peut être arrêté.

A défaut le Préfet peut prescrire une actualisation de l'étude hydrogéologique du site et la définition de mesures de confinement du site ou de traitement des eaux souterraines.

ARTICLE 33 - CONSEQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- 1) la toxicité et les effets des produits rejetés,
- 2) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- 3) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- 4) les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- 5) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
- 6) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police de eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

TITRE VIII : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE
--

ARTICLE 34 – DISPOSITIONS GENERALES

34.1. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, ...

Le brûlage à l'air libre est interdit.

34.2. Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

En cas de dégagement d'odeurs nauséabondes au niveau du centre de stockage de déchets, la zone émettrice sera immédiatement traitée par couverture de terre.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

Les sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, doivent être implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...).

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions anaérobie dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs doivent être si nécessaire ventilés.

34.3. Voies de circulation

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possibles doivent être engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place.

34.4. - Stockages

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munis de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Le stockage à l'air libre devra, si nécessaire, faire l'objet d'une humidification ou d'une pulvérisation d'additifs de manière à limiter les envols par temps sec.

ARTICLE 35– CONDITIONS DE REJET

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère.

Les rejets à l'atmosphère doivent, dans toute la mesure du possible, être collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. Le débouché des cheminées ne doit pas comporter d'obstacles à la bonne diffusion des gaz (conduits coudés, chapeaux chinois,...). La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents

rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne doivent pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme NFX 44052.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Le point de prélèvement d'échantillons doit être tel que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 36 - TRAITEMENT DES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les installations de destruction du biogaz, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les installations de destruction du biogaz sont exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les installations concernées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de ces installations doivent être contrôlés en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre tenu à la disposition des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

ARTICLE 37 - INSTALLATIONS DE DESTRUCTION DU BIOGAZ

Les installations de destruction du biogaz sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés. Elles sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.

Constitution des installations

Désignation	Puissance ou capacité	Combustible
Torchère	150 à 1 000 m ³ /h	biogaz

37.1 Contrôle du biogaz

L'exploitant procède périodiquement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier :

- mensuellement en ce qui concerne les teneurs en CH_4 , CO_2 , O_2
- trimestriellement en ce qui concerne les teneurs en H_2S , H_2 et H_2O

Un état récapitulatif trimestriel des résultats de ces contrôles est adressé à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la fin de chaque trimestre, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

A l'occasion de la présentation du rapport annuel d'activité, l'exploitant situera les valeurs mesurées en H_2S par rapport aux valeurs prises en compte lors de l'état initial décrit dans le volet santé.

37.2 Contrôle de la combustion

Les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde.

La température est mesurée en continu et fait l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi. Les enregistrements de ces mesures en continu doivent être conservés pendant une durée d'au moins trois ans à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les émissions de SO_2 , CO , HCl et HF issues de chaque dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent

Les valeurs limites d'émission à respecter sont :

- $\text{CO} < 150 \text{ mg/Nm}^3$
- $\text{SO}_2 < 300 \text{ mg/Nm}^3$

Les résultats de mesure sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11% sur gaz sec.

Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

37.3. Valorisation du biogaz

L'exploitant transmettra sous 6 mois à l'inspection des installations classées une étude technico-économique de valorisation du biogaz et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

TITRE IX : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 38 - CONSTRUCTION ET EXPLOITATION

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 39 - VEHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n°95-79 du 23 janvier 1995) et des textes pris pour son application.

ARTICLE 40 - APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 41 - NIVEAUX ACOUSTIQUES

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)	
	Période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Toutes limites de propriété	70	60

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieure à 35 dB (A) et inférieure ou égale à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Les valeurs admissibles d'émergence fixées dans le tableau ci-dessus ne s'appliquent, dans les zones considérées, qu'au-delà d'une distance de 200 mètres de la limite du centre de traitement.

ARTICLE 42 - MESURES PERIODIQUES

L'exploitant fait réaliser, au moins tous les trois ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifiés choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'inspection des installations classées le programme de celle-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans les deux mois suivant leur réalisation.

ARTICLE 43 - CONTROLES

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

TITRE X - TRAITEMENT ET ELIMINATION DE DECHETS D'EXPLOITATION

ARTICLE 44 - GESTION DES DECHETS - GENERALITES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise.

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux sont réalisés sur des cuvettes de rétention et si possible protégés des eaux météoriques.

Les stockages et manipulation de déchets liquides doivent respecter les dispositions de l'article 24.4.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser par nature de déchets la quantité mensuelle produit ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

Une procédure interne à l'établissement, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport, et le mode d'élimination des déchets.

ARTICLE 45 - NATURE DES DECHETS PRODUITS ET CARACTERISATION

Référence nomenclature ⁽¹⁾	Nature du déchet	Quantité annuelle maximale produite	Filières de traitement ⁽²⁾
20 03 01	Déchets ménagers produits par le personnel du site	1 560 kg	DC2-I

20 03 01	Déchets d'exploitation : - Quai de transfert : matériaux non valorisables - Plate-forme de compostage : matières non compostables - Centre de stockage : déchets liés aux travaux préliminaires à l'exploitation du centre	150 m ³ 120 m ³ Non défini	DC2-I DC2-I DC2-I
20 03 03	Résidus de nettoyage des voiries internes : sable, terre	Non défini	VAL-E ou DC1-E

Référence nomenclature ⁽¹⁾	Nature du déchet	Quantité annuelle maximale produite en t	Filières de traitement ⁽²⁾
13 05 00*	Déchets de traitement des eaux du site : résidus du débourbeur déshuileur	Non défini	IE-E DC1-E
13 02 00*	Déchets d'entretien des machines : huiles usagées	1 000 l	VAL-E

(1) nomenclature publiée au JO du 20 avril 2002 (décret n°2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets)

(2) IE : incinération avec récupération d'énergie

DC1 : mise en décharge de classe 1

DC2 : mise en décharge de classe 2

VAL : valorisation

-I en cas d'élimination interne, -E en cas d'élimination externe

Pour les déchets de type banal non souillés par des substances toxiques ou polluantes (verre, métaux, matières plastiques, minéraux inertes, terres, stériles, caoutchouc, textile, papiers et cartons, bois notamment), une mesure des tonnages produits est réalisée.

Les autres déchets, c'est à dire les déchets spéciaux, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et par un test de lixiviation selon normes NF, pour les déchets solides, boueux ou pâteux.

Feront notamment l'objet d'une caractérisation systématique les déchets suivants :

Référence nomenclature ⁽¹⁾	Nature du déchet
13 05 00*	Déchets de traitement des eaux du site : résidus du débourbeur déshuileur

Cette identification est renouvelée au moins tous les 2 ans.

ARTICLE 46 - ELIMINATION - VALORISATION

Les déchets ne peuvent être éliminés ou valorisés que dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Les déchets d'emballages des produits seront valorisés par réemploi, recyclage ou tout autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie par l'intermédiaire de filières agréées conformément au décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 en vigueur. L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à en favoriser la valorisation.

L'exploitant doit par ailleurs être en mesure de justifier du caractère ultime au sens de l'article L 541-1 du code de l'environnement des déchets mis en décharge.

Toute incinération de déchets à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées, de quelque nature qu'ils soient, est interdite.

ARTICLE 47 - COMPTABILITE - AUTOSURVEILLANCE

Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- codification selon la nomenclature officielle publiée au Journal Officiel du 20 Avril 2002,
- type et quantité de déchets produits,
- opération ayant généré chaque déchet,
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets,
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets,
- nom et adresse des centres d'élimination ou de valorisation,
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination ou de valorisation,
- référence éventuelle de l'agrément des installations qui valorisent les déchets d'emballages.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées dans le mois suivant chaque période calendaire un bilan annuel récapitulatif de l'ensemble des informations indiquées ci-dessus avec une mention qui signale lorsqu'il s'agit de déchets d'emballages.

TITRE XI : PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE
--

ARTICLE 48 - SECURITE

48.1. Organisation générale

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

Il est tenu à jour à la disposition de l'inspection des installations classées un registre de sécurité et un registre de vérification des installations techniques.

48.2. Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes les dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques),

- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement,
- la maintenance et la sous-traitance,
- l'approvisionnement en matériel et matière,
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Ces dispositions sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et feront l'objet d'un rapport annuel.

Les systèmes de détection de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles de l'assurance de la qualité.

48.3. Consignes de sécurité

48.3.1. Consignes générales

Des consignes générales de sécurité sont rédigées de manière compréhensible par tout le personnel, elles précisent :

- les règles d'utilisation et d'entretien du matériel,
- les mesures à prendre en cas d'accident, d'incendie, de défaillance d'un système de traitement et d'épuration ou de pollution accidentelle (procédures d'alerte, appel du responsable de l'établissement, appel des Services d'Incendie et de Secours, moyens d'extinction à utiliser,...)
- les conditions imposées aux personnes étrangères à l'entreprise séjournant ou appelées à intervenir dans l'établissement,
- les opérations qui doivent être exécutées avec une autorisation spéciale et qui font l'objet de consignes particulières (permis de feu,...)
- les personnes autorisées à donner des autorisations spéciales ou à intervenir,
- l'accueil et le guidage des secours,
- les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie (plan d'évacuation,...)

48.3.2. Consignes relatives à la prévention des risques d'incendie

Sauf le cas échéant dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones d'activité, il est interdit :

- de fumer,
- d'apporter des feux nus,
- de manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos.

Toute opération de manipulation, de transvasement ou de transport de matières dangereuses à l'intérieur de l'établissement doit s'effectuer sous la responsabilité d'une personne nommément désignée par l'exploitant.

Des consignes particulières fixent les conditions de manipulation, de chargement, de déchargement et de stockage des matières dangereuses. Ces consignes sont tenues à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

Tous les travaux d'aménagement ou de réparation sortant du domaine de l'entretien courant, notamment ceux utilisant des flammes nues, ne peuvent être effectués dans les zones susceptibles de présenter des risques d'incendie qu'en respectant la procédure de permis de feu.

Le permis de feu est signé par le chef d'établissement ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

Lorsque les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci doit être sans activité et avoir été débarrassée de toutes poussières et de tous produits inflammables.

Des visites de contrôles sont effectuées après toute intervention.

48.3.3. Affichage-Diffusion

Les consignes de sécurité font l'objet d'une diffusion sous une forme adaptée à l'ensemble du personnel à qui elles sont commentées et rappelées en tant que de besoin.

Les consignes relatives à la procédure de lutte contre l'incendie, sur lesquelles figure le n° d'appel des sapeurs-pompiers, sont de plus affichées en tous endroits jugés utiles et notamment à proximité des postes téléphoniques.

Les interdictions de fumer sont affichées de manière très visible en indiquant qu'il s'agit d'un arrêté préfectoral ainsi que les plans de sécurité incendie et d'évacuation, conformes à la norme NFS 60-303.

48.4. Installations électrique de l'établissement

48.4.1. Alimentation électrique

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques,
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

48.4.2. Sûreté du matériel électrique

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 Mars 1980 (JO - NC du 30 Avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteur de l'usine.

48.4.3. Contrôles

Une vérification de la conformité des installations et matériels électriques est effectué au minimum une fois par an, par un organisme agréé qui doit très explicitement mentionner les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il doit être remédié à toute déficience constatée dans les plus brefs délais.

48.5. Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation.

ARTICLE 49 - MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

49.1. Protection contre la foudre (A.M. du 28/01/93)

49.1.1. - Les installations et en particulier les bâtiments sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

49.1.2. - Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

49.1.3. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 49.1.1. ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas, la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci doit être démontrée.

49.1.4. Les pièces justificatives du respect des articles 49.1.1., 49.1.2., et 49.1.3.. sont tenues à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

49.2. Moyens de secours

A titre de prévention contre les risques d'incendie. En périphérie du site, une bande débroussaillée de 10 m est prévue en tant que pare-feu afin d'éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou à l'inverse.

Une réserve permanente d'un volume de 300 m³ de terre inerte, spécialement réservée à cet effet est placée à proximité de la zone en exploitation.

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, judicieusement répartis et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux différents risques présentés par les installations et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés dans un endroit destiné à cet effet et clairement identifié. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

49.3. Signalisation

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours,
- des stockages présentant des risques,
- des locaux à risques,
- des boutons d'arrêt d'urgence.

ainsi que les diverses interdictions.

49.4. Mesures des conditions météorologiques

Les données météorologiques nécessaires, à défaut d'instrumentation sur site, doivent être recherchées auprès de la station météorologique la plus proche du site et reportées sur un registre prévu à cet effet.

ARTICLE 50 - ORGANISATION DES SECOURS

50.1. Plan de secours

L'exploitant est tenu d'établir avant la mise en service des installations une procédure d'intervention et de protection, en accord avec les pompiers. Elle définit les mesures d'organisation, les méthodes

d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.

50.2. - Ressources en eau

Les ressources en eau d'extinction sont assurées par le bassin de réserve dont le volume minimal est de 240 m³.

TITRE XII : ECHEANCIER - FIN D'EXPLOITATION

ARTICLE 51 – ECHEANCIER

Dans les trois mois suivant la mise en service des installations, l'exploitant effectuera et transmettra à l'inspection des installations classées les mesures de bruit prévues à l'article 42.

L'exploitant transmettra sous six mois à l'inspection des installations classées une étude technico-économique de valorisation du biogaz et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

ARTICLE 52 - FIN D'EXPLOITATION

52.1. Cessation d'activités

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Au moins six mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

- une étude de stabilité du dépôt,
- les recommandations relatives à la prévention de l'érosion de la couverture et des risques à l'atteinte de son intégrité,
- le relevé topographique détaillé du site,
- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site
- une étude hydrogéologique et l'analyse des résultats des analyses des eaux souterraines et superficielles pratiquées depuis au moins 5 ans
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement,
- une étude sur l'usage qui peut être fait de la zone exploitée et réaménagée, notamment en terme d'urbanisme et d'utilisation du sol et du sous-sol : l'utilisation ultérieure du site devra rester compatible avec la présence des déchets stockés et en aucun cas ne devra remettre en cause l'étanchéité du site. Il précisera notamment l'interdiction de creuser des trous à une profondeur supérieure à 0,80 m, de modifier la topographie des terrains réaménagés ou de forer à travers les digues,
- la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement et la manière dont l'exploitant entend le faire,

- un mémoire sur la réalisation des travaux couverts par des garanties financières ainsi que tout élément technique pertinent pour justifier la levée ou la réduction de ces garanties,

Un arrêté complémentaire fixera les conditions de contrôles de la remise en état du site, et de la levée des garanties financières.

52.2. Remise en état

Tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées dans un délai de deux mois après arrêt de l'installation.

Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées et dégazées. Elles sont si possible enlevées. Sinon, et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être neutralisées par remplissage avec un matériau solide inerte (sable, béton maigre, ...). Ces travaux doivent être réalisés dans un délai de trois mois après arrêt de l'installation.

Des dispositions complémentaires seront éventuellement précisées en temps opportun par voie d'arrêté complémentaire dans le cadre de l'instruction de la déclaration de cessation d'activité.

52.3 Servitudes d'utilité publique

Conformément à l'article L 512-12 du Code de l'Environnement et aux articles 24.1. à 24.8. du décret n°77-1133 du 21/09/77 modifié et au plus tard un an après la fin de période d'exploitation, l'exploitant propose au préfet un projet définissant des servitudes d'utilité publique à instituer sur tout ou partie de l'installation. Ce projet est remis au préfet avec la notification de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, prévue par l'article 34-1 du décret d'application du 21 septembre 1977 susvisé.

Ces servitudes doivent interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats et le maintien durable du confinement des déchets mis en place. Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol du site.

52.4 Période de suivi

Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période d'au moins 30 ans. Son contenu fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Cinq après le démarrage du programme de suivi évoqué ci-dessus, l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place définitive et complète de la couverture finale. Sur la base de ces documents, l'inspection des installations classées peut proposer une modification du programme de suivi.

Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au préfet le dossier prévu à l'article 34-1 du décret n°77-1133 du 21/09/77 modifié dont le contenu est précisé au paragraphe 52.1. du présent arrêté.

Le préfet fait alors procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site pour s'assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions du présent arrêté préfectoral d'autorisation.

En application de l'article 23.6. du décret n° 77-1133 du 21/09/77 modifié, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

La date à laquelle peuvent être levées en tout ou partie les garanties financières est déterminée par arrêté complémentaire, eu égard aux dangers et inconvénients résiduels de l'installation. Le préfet peut également décider de la révision des servitudes d'utilité publique instituées sur le site.

TITRE XIII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 53– DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES

53.1. Rapport annuel d'activités

Une fois par an, avant la fin du premier trimestre de chaque année civile, l'exploitant adresse à l'Inspection des Installations Classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue par le présent arrêté et notamment :

1. Centre de stockage :

- le plan d'exploitation à jour visé à l'article 17
- les tonnages reçus par catégories de déchets et par origine ainsi que les déchets refusés,
- un bilan de l'autosurveillance exercée sur les eaux superficielles et souterraines, sur les lixiviats, sur les rejets atmosphériques, sur la surveillance des milieux environnants, le bilan hydrique, les résultats des contrôles des déchets,
- les aménagements réalisés,
- tout élément d'information pertinent sur le fonctionnement de l'installation durant l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ou par la Commission Locale d'Information et de Surveillance (CLIS) visée au paragraphe 53.4. du présent arrêté.

2. Quai de transfert :

- les tonnages reçus par catégorie de déchets et par origine ainsi que les déchets refusés,
- les relevés des refus d'admission,
- les relevés des flux de lots homogènes et leurs destinations.

En cas d'incidents d'exploitation ou de dysfonctionnements constatés, le rapport annuel en expose les causes et les mesures correctrices mises en place avec leurs résultats.

3. Plate-forme de compostage :

- les tonnages reçus par catégories de déchets et par origine ainsi que les déchets refusés,
- les relevés des analyses des matières entrantes,
- les relevés des analyses des composts finis, les relevés des flux de composts finis et leurs destinations.

En cas d'incidents d'exploitation ou de dysfonctionnements constatés, le rapport annuel en expose les causes et les mesures correctrices mises en place avec leurs résultats.

53.2. Information du public

Sans préjudice des prescriptions relatives à l'information du public édictées par le Code de l'Environnement et par le décret du 21 septembre 1977 et conformément aux dispositions du décret n°93-1410 du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets prévues à l'article L 124-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant adresse au Préfet de l'Aube et au maire de la commune de Bar sur Seine, un dossier comprenant :

- une notice de présentation de l'installation avec l'indication des diverses catégories de déchets admis sur le centre,
- une étude d'impact,
- les références des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet en application des dispositions du Code de l'Environnement,
- la nature, la quantité et la provenance des déchets admis au cours de l'année précédente et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, celles prévues pour l'année en cours,
- la quantité et la composition mentionnées dans l'arrêté d'autorisation, d'une part, et réellement constatées, d'autre part, des gaz et des matières rejetées dans l'air et dans l'eau ainsi que, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, les évolutions prévisibles de la nature de ces rejets pour l'année en cours,
- un rapport sur la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation.

L'exploitant adresse ce même dossier aux membres de la commission d'information locale et de surveillance visée au paragraphe 53.4. du présent arrêté.

L'exploitant assure l'actualisation de ce dossier sur la base des activités de l'année écoulée (année n) et adresse le dossier mis à jour aux membres cités ci-avant, au plus tard pour le 31 mars de l'année n + 1.

53.3. Bilan de fonctionnement décennal

L'exploitant doit établir tous les dix ans un bilan de fonctionnement du centre de traitement. Dans ce document, pour l'ensemble des installations classées exploitées sur le site, doit figurer :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement,
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles,
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée,
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée,
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets,
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant adresse, dans un délai de six mois, ce bilan à l'inspection des installations classées ainsi qu'aux membres de la commission locale d'information et de surveillance visée au paragraphe 53.4. du présent arrêté.

53.4. Commission Locale d'Information et de Surveillance

La commission locale d'information et de surveillance chargée de promouvoir l'information du public sur le fonctionnement de l'installation de stockage, présidée par monsieur le préfet de l'Aube ou son représentant est maintenue.

Ses membres (élus locaux, associations de défense de l'environnement et riverains, représentants de l'exploitant, de l'administration) sont désignés par le préfet, dans un arrêté spécifique qui prévoit un nombre identique de membres ayant voix délibérative pour chacun des quatre collèges précités.

La commission se réunit sur convocation du préfet ou son représentant, soit à son initiative, soit à la demande de la moitié de ses membres.

ARTICLE 54– GARANTIES FINANCIERES

54.1. Obligation de garanties financières

Conformément aux dispositions de l'article 23.3. du décret n°77-1133 du 21/09/77, la présente autorisation est subordonnée à la constitution de garanties financières.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

54.2. Attestation de garanties financières

Avant la mise en exploitation du centre de stockage, l'exploitant adresse au préfet l'attestation de garanties financières dans les formes prévues à l'annexe de l'arrêté ministériel du 01/02/96 modifié fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret n°77-1133 du 21/09/77.

54.3. Modalités de calcul

Le montant des garanties financières pour la période d'exploitation doit être suffisant pour permettre la surveillance, les interventions en cas d'accident et la remise en état du site à un moment quelconque de la période.

Au-delà de la période de 15 ans d'exploitation, le montant de la phase de post-exploitation, d'une durée de 30 ans, couverte par les garanties financières ne concerne plus que la surveillance du site et les interventions en cas d'accident et de pollution.

Le montant des garanties financières est calculé toutes taxes comprises (TTC) au taux en vigueur le jour de son établissement.

Deux zones d'exploitation sont distinguées pour le calcul du montant des garanties financières :

- le centre déjà autorisé en 2000, dont la période de post-exploitation débutera le 16/10/04.
- les nouvelles zones, dont le suivi débutera en octobre 2021.

Le montant total des garanties financières a été fractionné en période de garanties triennales.

Le tableau ci-après précise les montants déterminés pour l'ensemble du site, pour chaque opération et chaque période considérée :

Etat récapitulatif du calcul des garanties financières – Ensemble du site						
Période		Coût de réaménagement	Coût du suivi post-exploitation	Coût d'intervention en cas d'accident	Total	Total
		euros HT	euros HT	euros HT	euros HT	euros TTC
1	2003-2006	80 100	689 356	30 490	799 946	956 735
2	2006-2009	80 100	609 081	30 490	719 671	860 727
3	2009-2012	80 100	574 674	30 490	685 264	819 576
4	2012-2015	80 100	586 333	30 490	696 923	833 520
5	2015-2018	80 100	570 300	30 490	680 890	814 344
6	2018-2021	80 100	549 022	30 490	659 612	788 896
7	2021-2024		537 281	30 490	567 771	679 054
8	2024-2027		435 801	30 490	466 291	557 684
9	2027-2030		365 716	30 490	396 206	473 862
10	2030-2033		298 173	14 635	312 808	374 119
11	2033-2036		235 442	14 635	250 077	299 092
12	2036-2039		162 231	14 635	176 866	211 532
13	2039-2042		135 278	10 976	146 254	174 920
14	2042-2045		105 505	10 976	116 482	139 312
15	2045-2048		79 534	10 976	90 511	108 251
16	2048-2051		49 762	12 196	61 958	74 102

54.4. Actualisation du montant des garanties financières

Lors du renouvellement triennal des garanties, il sera procédé à l'actualisation du montant des garanties financières en appliquant la formule de révision suivante :

$$M_n = M_o \times \frac{TP01_n}{TP01_o}$$

avec M_n = montant actualisé pour la période n

M_o = montant initial pour la période n à la date de l'arrêté préfectoral

$TP01_o$ = dernier indice TP01 publié à la date initiale du présent arrêté préfectoral

$TP01_n$ = dernier indice connu au 15/03 de la dernière année de la période n-1

Si l'indice TP01 vient à subir une hausse supérieure à 10 % au cours d'une période, le montant des garanties financières sera obligatoirement révisé dans les 6 mois suivant cette hausse, sans attendre le terme de la période.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

54.5. Cas de révision du montant

Toute modification du rythme d'exploitation conduisant à une augmentation des coûts de remise en état et de surveillance nécessite une augmentation du montant des garanties financières. Si une telle modification intervient, les sommes indiquées au paragraphe 53-3 du présent arrêté doivent être révisées par arrêté préfectoral complémentaire.

Le montant des garanties financières peut par ailleurs être révisé afin de tenir compte des événements susceptibles d'intervenir au cours de l'exploitation du site, du retour d'expérience de l'exploitation ou de la réalisation par l'exploitant des obligations que doivent couvrir les garanties.

54.6. Echéance de renouvellement

Les garanties financières sont renouvelées au moins trois mois avant l'échéance de la période de garantie en cours.

Les demandes éventuelles de modifications du montant des garanties financières doivent être adressées au préfet au plus tard six mois avant l'échéance susvisée. A défaut, l'exploitant doit les renouveler pour le montant initialement évalué pour la période de garantie suivant celle arrivant à échéance.

54.7. Mise en œuvre du montant

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non exécution par l'exploitant des opérations de surveillance du site, d'intervention en cas d'accident ou de pollution, de remise en état d'accident ou de pollution, de remise en état du site après exploitation, visées par le présent arrêté, après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et non exécution des opérations visées ci-dessus.

54.8. Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée totalement après la période de post-exploitation, d'une durée de 30 ans, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés et constatés par l'inspection des installations classées.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

ARTICLE 55 - MODIFICATIONS

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :

- du préfet de département,
- du directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- de l'inspection des installations classées,

et faire l'objet d'une mise à jour du Plan d'intervention interne dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

ARTICLE 56 – TEXTES ABROGES

Les arrêtés préfectoraux suivants sont abrogés :

- arrêté préfectoral n°01-1179A du 12/04/01 instituant la création d'une commission locale d'information et de surveillance du centre d'enfouissement technique de déchets ménagers et assimilés exploité par la société Dectra à Bar sur Seine – lieu-dit “Le Val Magnant”
- arrêté préfectoral n°00-4812A du 16/10/00 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés par la société Dectra à Bar sur Seine – lieu-dit “Le Val Magnant”
- arrêté préfectoral n°99-2104A du 10/06/99 imposant la constitution de garanties financières
- arrêté préfectoral n°92-3882A du 22/10/92 autorisant la société Dectra à se substituer à la société Simat pour l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique de résidus urbains à Bar sur Seine – lieu-dit “Le Val Magnant”
- arrêté préfectoral n°92-2031A du 02/07/92 autorisant la société Simat à exploiter un centre d'enfouissement technique de résidus urbains à Bar sur Seine – lieu-dit “Le Val Magnant”

ARTICLE 57 - DELAIS DE PRESCRIPTIONS

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

ARTICLE 58 - DELAI ET VOIE DE RECOURS (ARTICLE L 514-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

La présente décision ne peut être déférée qu'à un Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 59 - EXECUTION

Une copie du présent arrêté, accompagnée d'un exemplaire de la demande et des plans annexés, sera déposée aux archives de la Mairie de BAR SUR SEINE pour y être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

Un extrait dudit arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché, pendant une durée minimum d'un mois, à la Mairie de BAR SUR SEINE.

Un procès verbal relatant l'accomplissement de ces formalités sera adressé à la Préfecture - Direction des Politiques de l'Etat - Bureau de l'Environnement.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans ladite installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis portant à la connaissance du public l'autorisation accordée à la société SITA DECTRA sera inséré aux frais de celle-ci dans deux journaux locaux.

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture du département de l'Aube,
- M. le Maire de BAR SUR SEINE
- Mme la Directrice de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, chargée de l'Inspection des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

TROYES, le 25 novembre 2003

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé : Olivier JACOB